

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 212

30 janvier 2006

SOMMAIRE

Airon S.A., Luxembourg	10162	Imvo S.A.H., Luxembourg	10165
AXA Luxembourg Fund, Sicav, Luxembourg	10163	Intereuropean Finance S.A., Bertrange	10170
Belmilk S.A., Esch-sur-Alzette	10164	Intereuropean Finance S.A., Luxembourg	10166
Betic S.A., Garnich	10165	International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A., Luxembourg	10168
Boppel, S.à r.l., Luxembourg	10166	LaSalle German Retail Investments, S.à r.l., Lu- xembourg	10161
Boroo Gold S.A., Luxembourg	10130	Librairie-Papeterie Kutten, S.à r.l., Luxembourg	10165
Business Dispatching Service, S.à r.l.	10169	Lotus One, S.à r.l., Luxembourg	10167
Can't Stop S.A., Luxembourg	10166	Mauna International, S.à r.l., Luxembourg	10168
Cloche d'Or S.A., Crauthem	10162	Mondi S.A., Luxembourg	10130
CPI Capital Partners Europe Holdings, S.à r.l., Lu- xembourg	10170	Opava S.A., Luxembourg	10166
CPI Capital Partners Europe Holdings, S.à r.l., Lu- xembourg	10173	Prouvé S.A., Luxembourg	10169
Egli, S.à r.l., Dudelange	10167	Rameau S.A., Luxembourg	10163
Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A., Luxembourg	10167	Restaurant Chinois Szechwan Garden, S.à r.l., Ha- gen	10165
Expo-Performance S.A., Dudelange	10130	RS Immo, S.à r.l., Dudelange	10168
Expo-Performance S.A., Dudelange	10130	Ruetli, S.à r.l., Dudelange	10169
Fineura Holding S.A., Luxembourg	10129	Siltal Fin S.A., Luxembourg	10176
Futuretech S.A., Luxembourg	10163	Soks S.A., Luxembourg	10166
Gesticom S.A., Bertrange	10164	UBS ETF, Sicav, Luxembourg	10131
Gesticom S.A., Bertrange	10164	UBS ETF, Sicav, Luxembourg	10161
Grossfeld Immobilière S.A., Luxembourg	10162	Velsheda Finance S.A., Luxembourg	10174
Hellenic Finance (N°3) S.C.A., Luxembourg	10173	Winco Technologies S.A., Luxembourg	10162
I.R.S.M. S.A., Strassen	10131		

FINEURA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 59.556.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 2005, réf. LSO-BJ00959, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BANQUE, Société Anonyme

Banque domiciliaire

Signatures

(087985.3/024/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

MONDI, Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R. C. Luxembourg B 58.463.

RECTIFICATIF

Dans l'acte d'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme MONDI du 21 juillet 2005 reçu par Maître André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, il y a lieu d'ajouter la démission de l'administrateur actuel Monsieur Andrew Charles Wallis King, administrateur de sociétés, né le 26 février 2004 à Johannesburg, Afrique du Sud, demeurant 28, Burwood Park Road, GB-KT12 5LJ Walton on Thames, Surrey. De même il doit être nommé en tant que gérant de la société transformée en société à responsabilité limitée.

A. Schwachtgen

Le notaire

Enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2005, réf. LSO-BJ00492. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(087799.3/230/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

EXPO-PERFORMANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3511 Dudelange, 55, rue de la Libération.
R. C. Luxembourg B 82.182.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2005, réf. LSO-BJ00555, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 6 octobre 2005.

Signature.

(087809.3/3220/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

EXPO-PERFORMANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3511 Dudelange, 55, rue de la Libération.
R. C. Luxembourg B 82.182.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2005, réf. LSO-BJ00556, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 6 octobre 2005.

Signature.

(087807.3/3220/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

BOROO GOLD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 88.742.

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement en date du 20 septembre 2005 a appelé aux fonctions d'administrateur Monsieur Jeffrey Peter Kenneth Lowe, 397 Riverside Drive, L6K 3N6 Oakville, ON, Canada. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée générale Ordinaire de 2010.

Le nombre d'administrateurs passe de quatre à cinq.

Le conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

- Monsieur Jeffrey Peter Kenneth Lowe, Administrateur;
- UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., Administrateur;
- Monsieur Randall Joseph Belosowsky, Administrateur;
- Monsieur Gerhard Glattes, Administrateur;
- Monsieur Peter Bun, Administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2005.

Pour BOROO GOLD S.A.

P. Bun

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2005, réf. LSO-BI06600. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(088007.3/029/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

10131

I.R.S.M. S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 84.286.

Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social de la société, en date du 24 février 2005

La séance est ouverte avec la constitution du bureau de l'Assemblée, dont la présidence revient à Monsieur Jeannot Mousel, employé privé, demeurant à Belvaux.

Monsieur le Président désigne Madame Gisèle Klein, employée privée, demeurant à Belvaux, comme secrétaire et Madame Nadine Noyer, employée privée, demeurant à Gandrange, comme scrutateur.

Le Président, sous l'appropriation de l'Assemblée, note que tous les actionnaires, ainsi que les éventuel représentés par des mandataires sont présents et notés avec leur nombre d'actions représentées sur une liste de présence, se reconnaissant dûment convoqués à la présente Assemblée Générale Extraordinaire, déclarants avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour, il a pu être fait abstraction des convocations préalables.

Les actionnaires présents ou éventuel représentés par des mandataires ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, ont été portés sur une liste de présence, dressée et signée par les membres du bureau et signée par les actionnaires présents ou les éventuel représentés par des mandataires. A cette liste de présence, qui demeurera annexée à la présente Assemblée, avec laquelle elle sera enregistrée, les membres de l'Assemblée déclarent se référer. De cette liste de présence résulte que l'antiéreté du capital est représenté dans la présente Assemblée et que l'Assemblée est ainsi autorisée à décider sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont bien eu connaissance.

Monsieur le Président donne lecture de l'ordre du jour dont le point et le texte est le suivant:

Ordre du jour:

1. Nomination d'un nouvel administrateur.

Monsieur le Président demande ensuite aux membres présents de voter le point de l'ordre du jour.

L'Assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité la résolution suivante:

Première résolution

La société BRITANICA ASSET MANAGEMENT LIMITED avec siège social à Sea Meadow House, P.O. 116, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, inscrite au Registre des Isles Vierges Britanniques sous le numéro 398986, est remplacée en qualité d'administrateur, par Monsieur Patrick Paronneau, né le 29 octobre 1956 à Rochefort-sur-Mer, CH.-M., France, demeurant à 1, rue F.D. Roosevelt, L-4483 Soleuvre, et ce avec effet au 24 février 2005.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'Assemblée.

Fait à Strassen, le 24 février 2005.

J. Mousel / G. Klein / N. Noyer

Président / Secrétaire / Scrutateur

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2005, réf. LSO-BJ00542. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087818.3/3220/37) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

UBS ETF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R. C. Luxembourg B 83.626.

STATUTES

In the year two thousand five, on the twenty-seventh of December,
Before Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg,

Was held the extraordinary general meeting of the shareholders of the société anonyme UBS ETF, qualifying as Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV), having its registered office in L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 83 626, incorporated under the denomination of FRESCO by deed of the undersigned notary on September 7, 2001, published in the Mémorial C, number 870 of October 11, 2001. The Articles of Incorporation have been amended and the Company's denomination was changed into UBS ETF, by deed of the under-signed notary on November 29, 2004, published in the Mémorial C, number 1313 of December 23, 2004.

The meeting was opened at 10.30 a.m. and was presided by Mr Jean Faucher, bank employee, with professional address at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The President appointed as secretary Mrs. Saphia Boudjani, bank employee, with professional address at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Gregory Fourez, bank employee, with professional address at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The Board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the extraordinary general meeting is as follows:

1. To amend the text of articles 5, 10, 17, 21, 24, 27 and 31 of the Company's articles of incorporation in order to implement the changes as required by the law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investment.

2. To amend article 1 of the Company's articles of incorporation in order to delete the reference to the licensing agreement regarding the FRESCO denomination.

3. To amend article 4 of the Company's articles of incorporation in order to delete the reference to article 17 and to update the reference to the fund legislation. The new text of article 4 will read as follows:

«The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law with the purpose of diversifying investment risks and affording its shareholders the benefit of the management of the assets of the Company.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 20 December 2002 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the «Law of 2002»).»

4. To amend article 10 of the Company's articles of incorporation in order to allow adjustments of valuations regarding to securities with regard to certain fluctuations in their market value.

5. To amend article 24 of the Company's articles of incorporation in order to extend to 9 months the delay of safe-keeping of non-distributed assets upon liquidation of a sub-fund.

6. To amend the text of article 14 of the Company's articles of incorporation in order to (i) provide for the possibility for the Company to appoint a management company (ii) reflect the change of denomination of the Company's investment advisor and (iii) to authorize the Company to terminate, in the event the Company appoints a management company, the existing advisory agreement, portfolio management agreement and distribution agreement and to allow the Company's appointed management company to enter into agreements having a similar content with the UBS group entities as mentioned in article 14.

7. To restate the Company's articles of incorporation in order to reflect the various amendments adopted by the meeting.

II. The present extraordinary general meeting is an adjourned meeting, a first extraordinary meeting which has been convened for November 21, 2005, with an agenda containing the item indicated in I. above, having been unable to resolve on this item, the quorum of presence imposed by law having not been reached.

III.- The present extraordinary general meeting has been convened by publications containing the agenda in:

- the «d'Wort» of November 23, 2005 and December 9, 2005,
- the «Tageblatt» of November 23, 2005 and December 9, 2005,
- the «Mémorial C» number 1260 of November 23 and number 1361 of December 9, 2005,
- the «La Tribune» of November 23, 2005 and December 9, 2005,
- the «Le Temps» of November 29, 2005 and December 9, 2005,
- the «SHAB» of November 23, 2005 and December 9, 2005,
- the «Voix du Luxembourg» of November 23, 2005 and December 9, 2005,
- the «Börsenzeitung» of November 23, 2005 and December 9, 2005,
- the «Finanz & Wirtschaft» of November 23, 2005 and December 10, 2005.

The justifying publications are deposited on the bureau of the meeting.

IV. The shareholders present or represented and the number of shares they hold are shown on an attendance list, signed by the Chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. This list, together with the proxies, will remain annexed to this deed in order to be filed with the registration authorities.

V. As it appears from the attendance list, out of twenty-one million five hundred and ninety-two thousand three hundred and thirty-eight (21,592,338) shares, representing the entire share capital, as of 23 December 2005, one hundred (100) shares are present or represented at the present extraordinary general meeting.

VI. That the present meeting is regularly constituted and can validly decide on that item of its agenda, the passing of the resolutions requiring no quorum of shareholders present or represented.

VII. After this had been set forth by the Chairman and acknowledged by the members of the meeting, the Chairman submitted to the vote of the members of the meeting the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to amend the text of articles 5, 10, 17, 21, 24, 27 and 31 of the Company's articles of incorporation in order to implement the changes as required by the law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investment; the new wording of these articles is stated in the new restated version of the articles of incorporation as reproduced hereafter.

This resolution has been adopted unanimously.

Second resolution

The general meeting decides to amend article 1 of the Company's articles of incorporation in order to delete the reference to the licensing agreement regarding the «FRESCO» denomination; the new wording of article 1 is stated in the new restated version of the articles of incorporation as reproduced hereafter.

This resolution has been adopted unanimously.

Third resolution

The general meeting decides to amend article 4 of the Company's articles of incorporation in order to delete the reference to article 17 and to update the reference to the fund legislation. The new text of article 4 will read as follows:

«**Art. 4. Purpose.** The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law with the purpose of diversifying investment risks and affording its shareholders the benefit of the management of the assets of the Company.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 20 December 2002 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the «Law of 2002».)»

This resolution has been adopted unanimously.

Fourth resolution

The general meeting decides to amend article 10 of the Company's articles of incorporation in order to allow adjustments of valuations regarding to securities with regard to certain fluctuations in their market value; the new wording of article 10 is stated in the new restated version of the articles of incorporation as reproduced hereafter.

This resolution has been adopted unanimously.

Fifth resolution

The general meeting decides to amend article 24 of the Company's articles of incorporation in order to extend to 9 months the delay of safekeeping of non-distributed assets upon liquidation of a sub-fund; the new wording of article 24 is stated in the new restated version of the articles of incorporation as reproduced hereafter.

This resolution has been adopted unanimously.

Sixth resolution

The general meeting decides to amend the text of article 14 of the Company's articles of incorporation in order to (i) provide for the possibility for the Company to appoint a management company (ii) reflect the change of denomination of the Company's investment advisor and (iii) to authorize the Company to terminate, in the event the Company appoints a management company, the existing advisory agreement, portfolio management agreement and distribution agreement and to allow the Company's appointed management company to enter into agreements having a similar content with the UBS group entities as mentioned in article 14; the new wording of article 14 is stated in the new restated version of the articles of incorporation as reproduced hereafter.

This resolution has been adopted unanimously.

Seventh resolution

The general meeting decides to restate the Company's articles of incorporation in order to reflect the various amendments adopted by the meeting, as follows:

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company («société anonyme») qualifying as an investment company with variable share capital («société d'investissement à capital variable») under the name of UBS ETF (hereinafter the «Company»).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by decision of the Board of Directors (hereinafter the «Board»).

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the shareholders, adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation by law.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law, with the purpose of diversifying investment risks and affording its shareholders the benefit of the management of the assets of the Company.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 20 December 2002 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the «Law of 2002»).

Title II. Share Capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall at any time be equal to the total net assets of all Sub-funds of the Company as defined in Article 10 hereof and shall be represented by fully paid up shares of no par value, - as the Board may decide to issue within the relevant Sub-fund.

The Board of the Company may, at any time, establish different pools of assets, each constituting a sub-fund, a «compartment» within the meaning of Article 133 of the Law of 2002 (each a «Sub-fund»), (which may as the Board may determine, be denominated in different currencies) for each class of shares or for two or more classes of shares in the manner described in Article 10 hereof; and the proceeds of the issue of shares of each Sub-fund be invested pursuant to Article 4 hereof for the exclusive benefit of the relevant Sub-fund in transferable securities or other assets permitted by law as the Board may from time to time determine in respect of each Sub-fund. The Company is one single entity; however the right of shareholders and creditors regarding a Sub-fund or raised by the constitution, operation or liquidation of a Sub-fund are limited to the assets of this Sub-fund, and the assets of a Sub-fund will be answerable exclusively for the rights of the shareholders relating to this Sub-fund and for those of the creditors whose claim arose in relation

to the constitution, operation or liquidation of this Sub-fund. In the relations between the Company's shareholders, each Sub-fund is treated as a separate entity.

Within each Sub-fund, the Board may decide, in accordance with Article 7, if and from which date shares of different classes shall be offered for sale within a Sub-fund, those shares to be issued on terms and conditions as shall be decided by the Board.

The minimum capital shall be one million two hundred and fifty-thousand Euro (EUR 1,250,000.-) or any other amount which may be from time to time determined by any applicable law and has to be reached within six months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under Luxembourg law. The initial capital is fifty thousand Euro (EUR 50,000.-) divided into two (2) fully paid up shares of no par value of the Sub-fund FRESCO EURO STOXX 50, class A.

Art. 6. Form of Shares. The Board shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form.

Share certificates (hereinafter the «certificates») of the relevant class of any Sub-fund will be issued; if bearer certificates are to be issued, such certificates will be issued with coupons attached, in such denominations as the Board shall prescribe.

Certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in telefax. However, one of such signatures may be made by a person duly authorised thereto by the Board, in which case, it shall be manual.

The Company may issue temporary certificates in such form as the Board may determine.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders (hereinafter the «Register») which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered shares held by him and the amount paid up on each such share. If bearer shares are issued, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, and issuance of one or more bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer certificate, and, if requested, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the Board, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

Before shares are issued in bearer form and before registered shares shall be converted into bearer form, the Company may require assurances satisfactory to the Board that such issuance or conversion shall not result in such shares being held by a non authorised person as defined in Article 9 hereof.

In case of bearer shares, the Company may consider the bearer as the owner of the shares; in case of registered shares, the inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

If bearer shares are issued, transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant certificates. Transfer of registered shares shall be effected (i) if certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (ii), if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate certificate may be issued under such conditions and guarantees (including but not restricted to a bond issued by an insurance company), as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a replacement certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the voiding of the original certificate.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets of the Company on a pro rata basis. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

Art. 7. Issue and Conversion of Shares.

Issue of shares

The Board is authorised without limitation to issue at any time additional shares of no par value fully paid up, in any class within any Sub-fund, without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued. The Board may impose conditions on the issue of shares of the Company and may fix minimum subscription levels.

The shares are issued by the Company at the net asset value per share as calculated in accordance with Article 10 hereof. The issue price of shares to be issued is based on the net asset value per share of the relevant class of shares in the relevant Sub-fund, as determined in compliance with Article 10 hereof plus any additional premium or cost as determined by the Board and as disclosed in the current prospectus. Any taxes, commissions and other fees incurred in the respective countries in which Company shares are sold will also be charged.

Shares will only be allotted upon acceptance of the subscription and payment of the issue price. Payment of the issue price shall be satisfied, as the Board determines, in cash or in kind as set out hereinafter or both in kind and cash. Consideration for a contribution in kind of securities, the selection of which shall be made by the Company, shall be in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to issue a valuation report from an auditor qualifying as a «réviseur d'entreprises agréé».

The issue price is payable within the time limit as determined by the Board but in any case not later than 6 business days after the dealing day at which the application for shares was approved, in this respect, dealing day means in relation to a Sub-fund, each day banks in Luxembourg are open for business and any of the principal regulated markets on which the securities held by that Sub-fund are listed are open for business, or such other day as the Board may from time to time determine, provided always that there will be at least 10 dealing days in each calendar month.

Applications received by the Company or by its duly appointed agents before the applicable subscription deadline as determined by the Board on each business day in Luxembourg shall be settled and paid under the conditions and within the time limits as determined by the Board.

The Board may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may, in the course of its sales activities and at its discretion, cease issuing shares, refuse purchase applications in whole or in part and suspend or limit in compliance with Article 11 hereof, the sale for specific periods or permanently, to individuals or corporate bodies in particular countries or areas.

Conversion of shares

The Board may decide from time to time that shareholders are entitled to request the conversion of whole or part of their shares, provided that the Board may (i) set restrictions, terms and conditions as to the right for and frequency of conversions between certain classes of shares and (ii) subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine. If the Board decided to allow conversions of shares, this possibility shall be mentioned in the Company's sales documents.

The price for the conversion of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares concerned, calculated on the same valuation time.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

The shares, which have been converted into shares of another class, shall be cancelled.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles of Incorporation.

Payment of the redemption price to a shareholder or to the financial intermediary having held the shares to be redeemed will be executed, as the directors determine, in cash in the base currency of the relevant Sub-fund or in another currency as may be determined from time to time by the Board, in kind as set out hereinafter or both in kind and cash within a period of time determined by the Board, but which will not exceed 8 business days for cash payments and 10 business days for in kind payments (if this is possible within the market settlement practice of the securities paid out in kind; under normal circumstances, payments in kind will be effected within 6 business days) after the dealing day on which the application for redemption was approved, provided the shares to be redeemed have been received by the Company prior to the payment of the redemption price.

The payment of the redemption price to any shareholder in kind will be made by allocating to the holder investments from the pool of assets set up in connection with such Sub-fund equal in value (calculated in the manner described in Article 10) to the value of the portion of the applicable redemption price to be paid in kind of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis at the discretion of the Board or its agents and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant Sub-fund. The costs of any such transfers shall be borne by the redeeming shareholder who agrees to receive a payment in kind instead of a payment in cash.

The redemption price is based on the net asset value per share less a redemption commission if the Board so decides, whose amount is specified in the sales documents for the shares. Moreover, any taxes, commissions and other fees incurred in the respective countries in which Company shares are sold will be charged.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares.

Further, if on any dealing day redemption and conversion requests pursuant to this Article exceed a certain level determined by the Board in relation to the net asset value of any Sub-fund, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board considers to be in the best interests of the relevant Sub-fund. On the next dealing day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

A redemption request shall be irrevocable, except in case of and during any period of suspension of redemption. Any such request must be filled by the shareholder in written form (which, for these purposes includes a request given by cable, telegram, telex or telecopier, or any other similar way of communication subsequently confirmed in writing) at the registered office of the Company or, if the Company so decides, with any other person or entity appointed by it as its agent for redemption of shares, together with proper evidence of transfer or assignment.

The Board may impose such restrictions as it deems appropriate on the redemption of shares; the Board may, in particular, decide that shares are not redeemable during such period or in such circumstances as may be determined from time to time and provided for in the sales documents for the shares.

In the event of an excessively large volume of redemption applications, the Company may decide to delay execution of the redemption applications until the corresponding assets of the Company are sold without unnecessary delay.

The Company may at any time compulsorily redeem shares from shareholders who are excluded from the acquisition or ownership of Company shares.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any person which is not qualified to hold such shares by virtue of such law or requirement or if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (a «non-qualified person»).

For such purposes the Company may:

(A) decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a non-qualified person or a person holding more than a certain percentage of capital determined by the Board; and

(B) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, eventually supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in an authorised person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a non-qualified person; and

(C) decline to accept the vote of any non-qualified person at any meeting of shareholders of the Company; and

(D) where it appears to the Company that any non-qualified person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the «purchase notice») upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the «purchase price») shall be an amount based on the net asset value per share as at the valuation time specified by the Board for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 10 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board for the payment of the redemption price of the shares of the Company and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured distribution coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this

paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant Sub-fund. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 10. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value of one Sub-fund share results from dividing the total net assets of the Sub-fund by the number of its shares in circulation. The net assets of each Sub-fund are equal to the difference between the asset values of the Sub-fund and its liabilities. The net asset value per share is calculated in the base currency of the relevant Sub-funds and may be expressed in such other currencies as the Board may decide.

Referring to Sub-funds for which different classes of shares have been issued, the net asset value per share is calculated for each class of shares. To this effect, the net asset value of the Sub-fund attributable to the relevant class is divided by the total outstanding shares of that class.

The total net assets of the Company are expressed in EUR and correspond to the difference between the total assets of the Company and its total liabilities. For the purpose of this calculation, the net assets of each Sub-fund, if they are not denominated in EUR, are converted into EUR and added together.

I. The assets of the Sub-funds shall include:

- (1) all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (2) all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not yet collected);
- (3) all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options, and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights or by similar practices);
- (4) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the relevant Sub-fund except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- (5) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- (6) the preliminary expenses of the relevant Sub-fund, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- (7) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Company has an open position in;
- (8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(b) securities listed on a recognised stock exchange or dealt on any other regulated market, as defined in Article 17, section 1), paragraphs (a), (b) and (c) hereunder (a «Regulated Market») are valued at their last available closing prices, or, in the event that there are several such markets, on the basis of their last available closing prices on the principal market for the relevant security, provided that such closing prices used are normally the same as those used by the index provider in calculating the value of each Sub-fund's index, but in the event that the last available price does not truly reflect the fair market value of the relevant securities, the value of such securities are defined by the Board based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith;

(c) securities not listed or traded a Regulated Market are valued on the basis of the probable sales price determined prudently and in good faith by the Board;

(d) the liquidating value of futures, forward or options contracts not traded on exchanges or on other organised markets means their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on Regulated Markets are based upon the last available settlement prices of these contracts on Regulated Markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract can not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract is such value as the Board may deem fair and reasonable;

(e) interest rate swaps are valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curves. Index and financial instruments related swaps are valued at their market value established by base to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument related swap agreement is based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the Board;

(f) all other securities and other assets are valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board.

The value of all assets and liabilities not expressed in the base currency of the Sub-fund will be converted into the base currency of the Sub-fund at the rate of exchange prevailing on the principal Regulated Market of such asset on the dealing day preceding the valuation time. The Board, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair realisation value of any asset of the Company.

In the case of extensive redemption applications, the Company may establish the value of the shares of the relevant Sub-fund on the basis of the prices at which the necessary sales of assets of the Company are effected. In such an event, the same basis for calculation shall be applied for subscription and redemption applications submitted at the same time.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to the relevant Sub-fund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board or by the central administrator which the Board appoints for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

II. The liabilities of the Sub-funds shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Sub-funds (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including as applicable, administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, corporate agents' fees and management company fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Sub-fund;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of each Sub-fund of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities each Sub-fund shall take into account all expenses payable by the Company/Sub-fund which shall comprise formation expenses, fees payable to the management company (if any), its investment managers or investment advisors, including performance related fees, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, administrative, registrar and transfer agents, any paying agent, any distributors and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company respectively the Sub-funds, the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any Governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the daily net asset value and any information relating to the estimated value of a Sub-fund, the cost of printing certificates, and the costs of any reports to shareholders, the cost of convening and holding shareholders' and Board meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Sub-fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

III. The assets and liabilities shall be allocated as follows:

The Board shall establish a Sub-fund in respect of each class of shares and may establish a Sub-fund in respect of two or more classes of shares in the following manner:

- a) If two or more classes of shares relate to one Sub-fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-fund concerned. Within a Sub-fund, classes of shares may be defined from time to time by the Board so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions («distribution shares») or not entitling to distributions («capitalisation shares») and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure and/or other criteria as the Board may determine;
- b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the Sub-fund corresponding to that class of shares, provided that if several classes of shares are outstanding in such Sub-fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-fund attributable to the class of shares to be issued;
- c) Assets, and liabilities, income and expenditure applied to a Sub-fund shall be attributable to the classes of shares corresponding to such Sub-fund;
- d) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Sub-fund;
- e) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-fund;
- f) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-funds pro rata to the net asset values of the relevant classes of shares or in such other manner as determined by the Board acting in good faith;
- g) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

IV. For the purpose of the Net Asset Value computation

1) Shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the relevant valuation time, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the valuation time, and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) All investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the net asset value for the relevant Sub-fund is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal Regulated Market of each such asset on the dealing day preceding the valuation time and

4) Where on any valuation time the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the Board.

Art. 11. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share and of the Issue, Redemption and Conversion of Shares. The net asset value per share and the price for the issue and redemption of the shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice monthly at a frequency determined by the Board, such date or time of calculation being referred to herein as the «Valuation Time».

The Board may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued; the Board may, in particular, decide that shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents of the shares.

The Company may suspend the determination of the net asset value per share and the issue, conversion and redemption of shares in any Sub-fund from its shareholders:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-fund from time to time is quoted or dealt in, or when the foreign exchange markets corresponding to the currencies in which the net asset value or a considerable portion of the relevant Sub-fund's assets are denominated, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings thereon are restricted or suspended, provided that the closing of such exchange or such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Sub-fund quoted thereon; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company would be impracticable or such disposal or valuation would be detrimental to the interests of shareholders; or

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-fund or the current price or values on any stock exchange in respect of the assets attributable to such Sub-fund; or

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained; or

e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange; or

f) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company, or of any Sub-funds.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, conversion or redemption of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Title III. Administration and supervision

Art. 12. Directors. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members, who need not to be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. Save in respect of those directors to be elected by the general meeting of shareholders to be held immediately after the incorporation of the Company, only candidates presented by the Nomination Committee (as foreseen by Article 16 of these Articles of Incorporation) may be appointed directors.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy. Only candidates presented by the Nomination Committee may be appointed. The shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting of shareholders.

The Board will operate in accordance with its internal rules and regulations as determined and amended or supplemented from time to time by a decision of the Board taken in each case at a majority of seventy five percent (75%) of all directors in office. The internal rules and regulations shall be binding upon all organs of the Company.

Art. 13. Board meetings. The Board shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors are present or represented.

Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 14. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 17 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

The Company may appoint a management company submitted to Chapter 13 of the Law of 2002 on undertakings for collective investment, as amended from time to time, in order to carry out the functions of collective management as these functions are described in Annex II of the Law of 2002 on undertakings for collective investment, as amended from time to time.

Any resolution to terminate or substantially modify the following agreements will have to be approved by the general meeting of shareholders in the manner as described in Article 29 of these Articles of Incorporation.

* The advisory agreement concluded between the Company, respectively the Company's appointed management company, as far as required by law, and UBS ETF ADVISORY HOLDING S.A., Luxembourg.

* The portfolio management agreement concluded between the Company, respectively the Company's appointed management company, as far as required by law, and UBS ASSET MANAGEMENT LIMITED, London.

* The distribution agreement concluded between the Company, respectively the Company's appointed management company, as far as required by law and UBS AG, Basle/Zurich.

Art. 15. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 16. Delegation of power. The Board of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company in the frame of the daily management) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not to be members of the Board. The Board may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the board and who will have the powers determined by the Board.

The Board may create from time to time one or several committees composed of Board members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate. The Company shall operate in accordance with the internal rules and regulations as defined in Article 12 of these Articles of Incorporation.

In any event, the Board shall create a Nomination Committee, which shall be in charge of establishing the list of candidates out of which the members of the Board are elected by the general meeting of shareholders.

Art. 17. Investment Policies and Restrictions. The Board, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with the Law of 2002 or be laid down in the laws and regulations of those countries where the shares are offered for sale to the public, or shall be adopted from time to time by resolutions of the Board and as shall be described in any prospectus referring to the offer of the shares.

(1) In the determination and implementation of the investment policy the Board may cause the assets of each of the Company's Sub-funds to be invested in:

a) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined in article 1, point 13 of the Directive 93/22/EEC;

b) transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market in a Member State of the European Union which operates regularly and is recognised and open to the public;

c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or dealt in on another regulated market in a non-Member State of the European Union which operates regularly and is recognised and open to the public, located within any other country of Europe, Asia, Oceania, the American continents or Africa;

d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that

- the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or to another regulated market referred to under a) to c) above; such admission is secured within one year of issue;

e) units of UCITS authorised according to Directive 85/611/EEC and/or other UCI within the meaning of the first and second indent of Article 1(2) of Directive 85/611/EEC, should they be situated in a Member State of the European Union or not, provided that

- such other UCI are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the CSSF to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of guaranteed protection for unit-holders in such other UCI is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 85/611/EEC;

- the business of the other UCI is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

- no more than 10% of the UCITS or the other UCI assets, whose acquisition is contemplated, can be, according to its instruments of incorporation, invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs;

The Company's board of directors may limit the possibility for a sub-fund to invest in units of other UCITS or other UCIs for more than 10% of its assets;

f) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 twelve months, provided that the credit institution has its registered office in a state included in the Zone A, as defined by paragraph 24 of Part I of the CSSF Circular letter 2000/10, as amended;

g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market referred to in sub-paragraphs a), b) and c); and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter («OTC derivatives»), provided that

- the underlying consists of instruments covered by this paragraph (1), financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to the investment objectives of its Sub-funds as stated in the these articles of incorporation,

- the counter-parties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF, and

- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair market value at the Company's initiative;

h) money market instruments other than those dealt in on a regulated market and referred to in Article 1 of the Law of 2002, if the issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority, a central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or

- issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in sub-paragraphs a), b) or c), or

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law or by an establishment which is subject to and comply with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount at least to ten million Euro (EUR 10,000,000) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with Fourth Directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the

group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

(2) However:

The Company may invest no more than 10% of the assets of any Sub-fund in transferable securities and money market instruments other than those referred to in paragraph (1) above;

(3) Moreover:

a) The Company may, for one or more of its Sub-funds, may have as its investment policy the aim to replicate the composition of a certain stock or debt securities index which is recognised by the CSSF, on the following basis:

- the index's composition is sufficiently diversified;
- the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers;
- it is published in an appropriate manner.

Without prejudice to any other applicable limits, the Company may, for the concerned Sub-funds, invest up to a maximum of 20% of its assets in shares and/or debt securities issued by the same body; this limit is of 35% where that proves to be justified by exceptional market conditions, in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this 35% limit is only permitted for a single issuer.

The Sub-funds the investment policy of which is the tracking of an index may achieve the exposure to the component securities of such index either by direct holding of securities, or by indirectly through the use of financial derivative instruments.

b) The Company may acquire movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business;

c) The Company may not acquire either precious metals or certificates representing them.

d) The Company may hold ancillary liquid assets.

e) The Company is authorised for each of its Sub-funds to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments under the conditions and within the limits laid down by the CSSF provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management. When these operations concern the use of derivative instruments, these conditions and limits shall conform to the provisions laid down in the present articles as well as in the Company's prospectus. Under no circumstances shall these operations cause the Company to diverge, for any Sub-fund, from its investment objectives as laid down, the case being for the relevant Sub-fund, in these articles or in the Company's prospectus.

f) The Company may further invest up to one hundred percent (100%) of the net assets of any Sub-fund, in accordance with the principle of risk spreading, in transferable securities issued or guaranteed by a EU Member State, by its local authorities, by another approved country or by public international bodies of which one or more EU Member States are members. In principle approved countries must be OECD Member States, unless explicitly stated otherwise in the sales prospectus. In any case, the relevant Sub-fund must hold securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than thirty percent (30%) of the total net assets of a Sub-fund.

The Board, acting in the best interests of the Company, may decide, in the manner described in the sales documents for the shares of the Company, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Art. 18. Investment Advisor. The Board of the Company may appoint an investment advisor (hereinafter the «Investment Advisor») who shall supply the Company with recommendation and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to Article 17 hereof.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest different to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term «conflict of interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the Portfolio Managers, the Investment Advisors, the Custodian, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board on its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person

to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditors. The accounting data related in the Annual Report of the Company shall be examined by an auditor («réviseur d'entreprises agréé») appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The Auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2002.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General. The general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 23. General Meetings. The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board. It may also be called upon the request of shareholders representing at least one fifth of the share capital.

The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at Luxembourg-City at a place specified in the notice of meeting, on the 15th day of April at 11h30 a.m.

If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the Board may prepare a supplementary agenda.

If bearer shares are issued, the notice of meeting shall, in addition, be published as provided for by law in the «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations», in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the Board may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting of shareholders may take place without notice of meeting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share in whatever Sub-fund and class, regardless of the net asset value per share of such class within such Sub-fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Only full shares are entitled to vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who needs not to be a shareholder and who may be a director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

The shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-fund may hold, at any time, general meetings of shareholders to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-fund.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings of shareholders to decide on any matters which relate exclusively to such class.

The provisions of this Article 23, paragraph 1, 2, 6, 7, 8, 9 and 10 shall apply to such general meetings of shareholders.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class or classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class or classes in compliance with Article 68 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 24. Liquidation and Merging of Sub-funds. In the event that for any reason the value of the total net assets in any Sub-fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the Board may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value per share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the valuation time at which such decision shall take effect less pro rata the subscription/redemption fee (or, in the case of cash redemptions, cash redemption charge) and any transfer taxes and any liquidation costs incurred. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations: registered holders shall be notified in writing; the Company shall inform holders of bearer shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the Board. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-fund concerned may continue to re-

quest redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-fund may, upon proposal from the Board, redeem all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses) calculated on the valuation time at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of nine months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-fund to those of another existing Sub-fund within the Company or to another undertaking for collective investment organised under the provisions of Part 1 of the Law of 2002 or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the «new Sub-fund») and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-fund), one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a merger of Sub-funds within the Company may be decided upon by a general meeting of shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an merger by resolution taken by simple majority of those present or represented.

A contribution of the assets and of the liabilities distributable to any Sub-fund to another undertaking for collective investment referred to in the fifth paragraph of this Article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall, require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-fund concerned taken with fifty percent (50%) quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented at such meeting, except when such a merger is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type («fonds commun de placement») or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such merger.

Art. 25. Accounting year. The accounting year of the Company shall commence each year on the first of January and shall terminate on the last day of December.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of each Sub-fund shall, within the limits provided by law, determine how the results of the Company shall be disposed of, and may from time to time declare dividends, provided, however, that the capital of the Company does not fall below the prescribed minimum capital.

The Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

The payment of any distributions shall be made to the address indicated on the register of shareholders in case of registered shares and upon presentation of the dividend coupon to the agent or agents therefore designated by the Company in case of bearer shares.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board shall determine from time to time.

The Board may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board.

An income equalisation amount may be calculated by reference to the amount of the daily net asset value per share representing accrued net income (or deficit) at the time when a subscription or a redemption in kind is made so that the dividend representing net investment income corresponds to the actual net income entitlement.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Payment of dividends to holders of bearer shares, and notice of declaration of such dividends, will be made to such shareholders in the manner determined by the Board from time to time in accordance with Luxembourg law.

A dividend declared but not paid on a share cannot be claimed by the holder of such share after a period of five years from the notice given thereof, unless the Board has waived or extended such period in respect of all shares, and shall otherwise revert after expiry of the period to the relevant class within the relevant Sub-fund of the Company. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorise such action on behalf of the Company to perfect such reversion. No interest will be paid on dividends declared, pending their collection.

Title V. Final provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custodian agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector (herein referred to as the «Custodian»).

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2002.

If the Custodian desires to retire, the Board shall use its best endeavours to find a successor Custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 29 hereof.

Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the Board. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting of shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of the shareholders holding one fourth of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. However, the provisions contained in Article 12 and 14 may only be amended with a majority of seventy five percent (75%) of the shares present or represented, the quorum requirement being the one as foreseen by the applicable law.

Art. 30. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 31. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the Law of 2002 as such laws have been or may be amended from time to time.

The general meeting decides that these changes will be effective as of December 31, 2005.

This resolution has been adopted unanimously.

There being no further item on the agenda, the meeting was thereupon adjourned at 11.30 a.m.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by surnames, given names, civil status and residences, the members of the Board of the meeting signed together with the notary the present deed.

Follows the German version:

Im Jahre zweitausend und fünf, den siebenundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Frieders, mit Amtssitz in Luxemburg.

Fand eine außerordentliche Generalversammlung der Aktiengesellschaft («société anonyme») UBS ETF, eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (SICAV), mit Sitz in L-1855 Luxemburg, 49, avenue J.F. Kennedy, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, unter Nummer B 83.626 statt. Die Gesellschaft wurde unter dem Namen FRESKO gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar am 7. September 2001, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 870 vom 11. Oktober 2001. Die Satzung wurde abgeändert und der Name der Gesellschaft in UBS ETF abgeändert gemäss Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar am 29. November 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 1313 vom 23. Dezember 2004.

Die Sitzung wurde um 10.30 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Jean Faucher, Bankangestellter, mit Berufsadresse 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende bestellt Frau Saphia Boudjani, Bankangestellte, mit Berufsadresse 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, zum Sekretär.

Die Versammlung bestellt zum Stimmzähler Herrn Gregory Fourez, Bankangestellter, mit Berufsadresse 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg.

Nachdem der Versammlungsrat der Gesellschafterversammlung somit bestellt ist, gibt der Vorsitzende folgende Erklärungen ab und ersucht den Notar Nachstehendes zu beurkunden:

I. Die Tagesordnung der ausserordentlichen Generalversammlung lautet wie folgt:

1. Änderung der Artikel 5, 10, 17, 21, 24, 27 und 31 der Statuten der Gesellschaft, um die durch das Gesetz vom 20. Dezember 2002 hinsichtlich der Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren erforderlichen Änderungen zu berücksichtigen.

2. Änderung des Artikels 1 der Statuten der Gesellschaft, um den Hinweis auf die Lizenzvereinbarung hinsichtlich der Bezeichnung FRESCO zu löschen.

3. Abänderung von Artikel 4 der Statuten der Gesellschaft, um die Referenz auf Artikel 17 zu streichen und die Referenz auf die Fondsgesetzgebung zu aktualisieren. Der neue Text von Artikel 4 wird wie folgt lauten:

«Ausschliesslicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage ihrer Gelder in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Massnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Förderung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren, wie gegebenenfalls durch nachfolgende Gesetze abgeändert oder ersetzt (das «Gesetz von 2002»).

4. Änderung des Artikels 10 der Statuten der Gesellschaft, um Wertberichtigungen bei Wertpapieren hinsichtlich gewisser Schwankungen ihres Marktwertes vorzunehmen.

5. Änderung des Artikels 24 der Statuten der Gesellschaft, um die Aufbewahrungsfrist von nicht ausgeschütteten Vermögenswerten bei der Auflösung eines Subfonds auf neun Monate zu verlängern.

6. Änderung des Artikels 14 der Statuten der Gesellschaft, um (i) der Gesellschaft die Möglichkeit zu bieten, eine Verwaltungsgesellschaft zu ernennen; (ii) der Namensänderung der Beratungsgesellschaft der Gesellschaft Rechnung zu tragen; (iii) die Gesellschaft zu ermächtigen - falls die Gesellschaft eine Verwaltungsgesellschaft ernannt - das bestehende Beratungsmandat, das Vermögensverwaltungsmandat sowie die Vertriebsvereinbarung zu beenden und der von der Gesellschaft ernannten Verwaltungsgesellschaft die Möglichkeit zu erteilen, mit Einheiten des UBS-Konzerns ähnliche Vereinbarungen im Sinne von Artikel 14 einzugehen.

7. Anpassung der Statuten der Gesellschaft, um den verschiedenen von der Versammlung genehmigten Berichtungen Rechnung zu tragen.

II. Gegenwärtige ausserordentliche Generalversammlung ist eine vertagte Versammlung. Eine erste ausserordentliche Generalversammlung, welche für den 21. November 2005 einberufen wurde, mit einer Tagesordnung die den unter I. angeführten Punkt enthielt, konnte nicht über diesen Punkt befinden, da die gesetzlich vorgeschriebene Anwesenheitsquote nicht erreicht wurde.

III. Gegenwärtige ausserordentliche Generalversammlung wurde einberufen, mittels Anzeigen, enthaltend die Tagesordnung:

- im «d'Wort» vom 23. November 2005 und vom 9. Dezember 2005,
- im «Tageblatt» vom 23. November 2005 und vom 9. Dezember 2005,
- im «Mémorial C» Nummer 1260 vom 23. November 2005 und Nummer 1361 vom 9. Dezember 2005,
- in der «La Tribune» vom 23. November 2005 und vom 9. Dezember 2005,
- in der «Le Temps» vom 29. November 2005 und vom 9. Dezember 2005,
- in der «SHAB» vom 23. November 2005 und vom 9. Dezember 2005,
- in der «Voix du Luxembourg» vom 23. November 2005 und vom 9. Dezember 2005,
- in der «Börsenzeitung» vom 23. November 2005 und vom 9. Dezember 2005,
- in der «Finanz & Wirtschaft» vom 23. November 2005 und vom 10. Dezember 2005.

Je ein Exemplar dieser Veröffentlichungen wurde der Generalversammlung vorgelegt.

IV. Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre und die Zahl ihrer Aktien werden auf einer Anwesenheitsliste vermerkt. Diese Anwesenheitsliste, welche von dem Vorsitzenden der Versammlung, dem Sekretär, dem Stimmzähler und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wird, liegt zusammen mit den Vollmachten dieser Urkunde als Anhang bei, um mit derselben formalisiert zu werden.

V. Aus der vorerwähnten Anwesenheitsliste geht hervor, dass von einundzwanzig Millionen fünfhundertzweiundneunzigtausend dreihundertachtunddreissig (21.592.338) Aktien, welche das gesamte Gesellschaftskapital zum 23. Dezember 2005 darstellen, einhundert (100) Aktien in gegenwärtiger Generalversammlung vertreten sind.

VI. Gegenwärtige Generalversammlung wurde vorschriftsmässig einberufen und kann gültig über ihre Tagesordnung Beschluss fassen, da keine Anwesenheitsquote von anwesenden oder vertretenen Aktionären erforderlich ist.

VII. Nachdem Vorstehendes durch den Vorsitzenden erklärt wurde und von den Mitgliedern des Versammlungsrates für richtig befunden wurde, schlug der Vorsitzende den Versammlungsteilnehmern folgende Beschlüsse zur Abstimmung vor:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Änderung der Artikel 5, 10, 17, 21, 24, 27 und 31 der Statuten der Gesellschaft, um die durch das Gesetz vom 20. Dezember 2002 hinsichtlich der Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren erforderlichen Änderungen zu berücksichtigen; der neue Wortlaut dieser Artikel ergibt sich aus der neuen Fassung der Statuten, welche nachstehend aufgeführt wird.

Dieser Beschluss wurde einstimmig gefasst.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Änderung des Artikels 1 der Statuten der Gesellschaft, um den Hinweis auf die Lizenzvereinbarung hinsichtlich der Bezeichnung FRESCO zu löschen; der neue Wortlaut von Artikel 1 ergibt sich aus der neuen Fassung der Statuten, welche nachstehend aufgeführt wird.

Dieser Beschluss wurde einstimmig gefasst.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Abänderung von Artikel 4 der Statuten der Gesellschaft, um die Referenz auf Artikel 17 zu streichen und die Referenz auf die Fondsgesetzgebung zu aktualisieren. Der neue Text von Artikel 4 wird wie folgt lauten:

«Art. 4. Gesellschaftszweck. Ausschliesslicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage ihrer Gelder in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Massnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Förderung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren, wie gegebenenfalls durch nachfolgende Gesetze abgeändert oder ersetzt (das «Gesetz von 2002»).

Dieser Beschluss wurde einstimmig gefasst.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Änderung des Artikels 10 der Statuten der Gesellschaft, um Wertberichtigungen bei Wertpapieren hinsichtlich gewisser Schwankungen ihres Marktwertes vorzunehmen; der neue Wortlaut von Artikel 10 ergibt sich aus der neuen Fassung der Statuten, welche nachstehend aufgeführt wird.

Dieser Beschluss wurde einstimmig gefasst.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Änderung des Artikels 24 der Statuten der Gesellschaft, um die Aufbewahrungsfrist von nicht ausgeschütteten Vermögenswerten bei der Auflösung eines Subfonds auf neun Monate zu verlängern; der neue Wortlaut von Artikel 24 ergibt sich aus der neuen Fassung der Statuten, welche nachstehend aufgeführt wird.

Dieser Beschluss wurde einstimmig gefasst.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Änderung des Artikels 14 der Statuten der Gesellschaft, um (i) der Gesellschaft die Möglichkeit zu bieten, eine Verwaltungsgesellschaft zu ernennen; (ii) der Namensänderung der Beratungsgesellschaft der Gesellschaft Rechnung zu tragen; (iii) die Gesellschaft zu ermächtigen - falls die Gesellschaft eine Verwaltungsgesellschaft ernannt - das bestehende Beratungsmandat, das Vermögensverwaltungsmandat sowie die Vertriebsvereinbarung zu beenden und der von der Gesellschaft ernannten Verwaltungsgesellschaft die Möglichkeit zu erteilen, mit Einheiten des UBS-Konzerns ähnliche Vereinbarungen im Sinne von Artikel 14 einzugehen; der neue Wortlaut von Artikel 14 ergibt sich aus der neuen Fassung der Statuten, welche nachstehend aufgeführt wird.

Dieser Beschluss wurde einstimmig gefasst.

Siebter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Anpassung der Statuten der Gesellschaft, um den verschiedenen von der Versammlung genehmigten Änderungen Rechnung zu tragen; die neue Fassung der Statuten lautet wie folgt:

Titel I. Name - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck

Art. 1. Name. Zwischen den Zeichnern und alle denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Aktien werden können, besteht eine Aktiengesellschaft («société anonyme») als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable») unter dem Namen UBS ETF (nachstehend die «Gesellschaft»).

Art. 2. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland (aber in keinem Falle in den Vereinigten Staaten von Amerika, deren Gebiete oder Besitztümer) entsprechend der Entscheidung des Verwaltungsrates (nachstehend der «Verwaltungsrat») eingerichtet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Niederlassungen oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig in das Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände vollständig geendet haben; solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die trotz einer solchen zeitweiligen Verlagerung des Sitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleiben wird.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Zeit errichtet. Die Gesellschaft kann jederzeit aufgelöst werden, und zwar durch Beschluss der Aktionäre, der in der durch das Gesetz für Statutenänderungen vorgeschriebenen Art getroffen wird.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage ihrer Gelder in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Förderung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen, wie gegebenenfalls durch nachfolgende Gesetze abgeändert oder ersetzt (das «Gesetz von 2002»).

Titel II. Gesellschaftskapital - Aktien - Nettovermögenswert

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Kapital der Gesellschaft ist zu jedem Zeitpunkt gleich dem gesamten Nettovermögen aller Subfonds der Gesellschaft, wie in dem nachfolgenden Artikel 10 bestimmt, und wird dargestellt durch voll eingezahlte Aktien ohne Nennwert, eingeteilt in verschiedene Aktienklassen, die der Verwaltungsrat beschlossen hat, in dem betreffende Subfond auszugeben.

Der Verwaltungsrat kann, zu jedem Zeitpunkt, Vermögenseinheiten, die jede einen Subfonds, ein «compartment» im Sinne des Artikels 133 des Gesetzes vom 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen bilden (jeder ein «Subfonds»), (welche, wie der Verwaltungsrat bestimmen wird, auf verschiedene Währungen lauten werden können) für jede Aktienklasse oder für zwei oder mehrere Aktienklassen, wie im nachfolgenden Artikel 10 beschrieben, bilden und die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe von Aktien eines jeden Subfonds werden gemäss Artikel 4 dieser Satzung zum

ausschließlichen Gunsten des entsprechenden Subfonds in Wertpapieren oder anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, so wie durch den Verwaltungsrat jeweils für jeden einzelnen Subfonds festgelegt wird. Die Gesellschaft bildet eine einzige Einheit; jedoch sind die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Subfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, auf die Vermögenswerte dieses Subfonds beschränkt, und die Vermögenswerte eines Subfonds haften ausschließlich im Umfang der Rechte der Aktionäre in diesem Subfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen bei Gründung des Subfonds, im Zusammenhang mit der Verwaltung oder der Liquidation dieses Subfonds entstanden sind. In den Beziehungen zwischen den Aktionären der Gesellschaft wird jeder Subfonds als eine getrennte Einheit behandelt.

Gemäss Artikel 7 kann der Verwaltungsrat innerhalb jedes Subfonds beschliessen, ob und ab welchem Datum Aktien von verschiedenen Klassen in einem Subfonds ausgegeben werden, und diese Aktien werden unter den Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, ausgegeben werden.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) oder jedem anderen Betrag, welcher von Zeit zu Zeit durch die jeweils anwendbare Gesetzgebung bestimmt wird; dieser Betrag ist innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäss der luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen zu erreichen. Das Gründungskapital beträgt EUR fünfzigtausend (EUR 50.000,-), eingeteilt in zwei (2) vollständig einbezahlte Aktien ohne Nennwert des Subfonds FRESCO EURO STOXX 50 Aktienklasse A.

Art. 6. Aktien. Der Verwaltungsrat bestimmt, ob die Gesellschaft Aktien als Namensaktien und/oder in Inhaberform ausgibt.

Aktienzertifikate (nachstehend die «Zertifikate») werden in den verschiedenen Aktienklassen jedes Subfonds ausgegeben; falls Inhaberaktienzertifikate ausgegeben werden, werden solche Zertifikate mitsamt Koupons in den Stückelungen, die vom Verwaltungsrat festgelegt werden, ausgegeben.

Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben. Diese Unterschriften können entweder handschriftlich, gedruckt oder faksimiliert sein. Eine dieser Unterschriften kann jedoch durch eine vom Verwaltungsrat dazu ermächtigte Person gegeben werden, in diesem Falle muss es eine handschriftliche Unterschrift sein.

Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in einer Form ausgeben, welche der Verwaltungsrat bestimmen kann.

Alle Namensaktien der Gesellschaft sind in das Aktienregister (nachstehend das «Aktienregister») einzutragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren durch die Gesellschaft bestimmten Personen für die Gesellschaft geführt wird. Dieses Aktienregister wird den Namen von jedem Inhaber von Namensaktien, seinen Wohnort oder seinen erwählten Wohnsitz, den er der Gesellschaft angegeben hat, sowie die Anzahl der ihm gehörigen Aktien beinhalten und den auf jede Aktie eingezahlten Betrag enthalten.

Falls Inhaberaktien ausgegeben wurden, können auf Antrag des betreffenden Aktionärs, Namensaktien in Inhaberaktien sowie Inhaberaktien in Namensaktien umgewandelt werden. Eine Umwandlung von Namens- in Inhaberaktien erfolgt durch Ungültigmachen des Zertifikats, welches die Eintragung der betreffenden Namensaktien bestätigt (falls ein solches Zertifikat herausgegeben wurde), und die Ausgabe von einem oder mehreren Inhaberaktienzertifikaten an der Stelle der Namensaktien, und im Aktienregister wird ein Eintrag betreffend das Ungültigmachen vorgenommen. Die Umwandlung von Inhaberaktien in Namensaktien wird durch das Ungültigmachen des Inhaberaktienzertifikats sowie den Eintrag der Namensaktienausgabe in das Aktienregister getätigt. Auf Anfrage wird ein Zertifikat, welches die Eintragung der betreffenden Namensaktien bestätigt, ausgestellt. Der Verwaltungsrat kann die Kosten einer derartigen Umwandlung dem antragstellenden Aktionär belasten.

Ehe Aktien in Inhaberform ausgegeben und ehe Namensaktien in Inhaberaktien umgewandelt werden, kann die Gesellschaft den Verwaltungsrat zufrieden stellende Garantien verlangen, dass die Ausgabe oder Umwandlung nicht als Resultat hat, dass die betreffenden Aktien von einer nicht-genehmigten Person (wie im nachstehenden Artikel 9 definiert) gehalten werden.

Im Fall von Inhaberaktien ist die Gesellschaft berechtigt, den Inhaber als den vollberechtigten Eigentümer der Aktien anzusehen; im Fall von Namensaktien beweist die Eintragung des Namens eines Aktionärs im Aktienregister das Eigentumsrecht des Aktionärs an den betreffenden Namensaktien. Die Gesellschaft wird entscheiden, ob ein Zertifikat, welches die Eintragung der betreffenden Namensaktien bestätigt, ausgestellt wird oder ob der Aktionär eine schriftliche Bestätigung der von ihm gehaltenen Aktien erhält.

Falls Inhaberaktien ausgegeben wurden, erfolgt die Übertragung der Inhaberaktien durch Übergabe der betreffenden Aktienzertifikate. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt (i) falls Zertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe des Aktien-zertifikats oder der Aktienzertifikate, welche die betreffenden Aktien darstellen, an die Gesellschaft zusammen mit anderen Urkunden, welche der Gesellschaft in ausreichender Weise die Übertragung belegen, und, (ii) falls keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Übertragungserklärung, welche im Aktienregister eingetragen und vom Übertragenden und vom Empfänger oder von Personen, welche hierfür Vollmacht erhalten haben, unterzeichnet und datiert werden. Jede Übertragung von Namensaktien wird im Aktienregister eingetragen.

Aktionäre, welche Namensaktien ausgestellt bekommen, werden der Gesellschaft eine Adresse, an die alle Einberufungen und Mitteilungen geschickt werden können, angeben. Diese Adresse wird auch ins Aktienregister eingetragen.

Falls ein Aktionär keine Adresse angibt, wird dies im Aktienregister vermerkt und als Adresse dieses Aktionärs gilt dann der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft ins Aktienregister eingetragene Adresse, und dies so lange, bis dieser Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse angegeben hat. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktienregister eingetragene Adresse abändern lassen. Dies geschieht durch schriftliche Benachrichtigung der Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Adresse, welche von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft bestimmt wird.

Falls ein Aktionär der Gesellschaft hinlänglich nachweist, dass sein(e) Aktienzertifikat(e) verlegt oder vernichtet worden ist/sind, erhält er auf Verlangen und unter Beachtung der von der Gesellschaft festgelegten Bedingungen welche allenfalls Sicherheiten vorsehen (mit einbegriffen aber nicht beschränkt auf, eine durch eine Versicherungsgesellschaft ausgegebene Garantie), eine Zweitausfertigung seines/seiner Aktienzertifikate(/s). Bei der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikats, auf welchem vermerkt werden muss, dass es sich um eine Zweitausfertigung handelt, wird das Originalzertifikat, für welche das neue Zertifikat ausgestellt wird, ungültig.

Beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft ungültig gemacht und gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden.

Die Gesellschaft kann nach freiem Ermessen den Aktionär mit den Kosten der Zweitausfertigung oder des neuen Aktienzertifikats und mit allen vernünftigen Kosten belasten, welche der Gesellschaft bei Ausgabe und Registrierung dieser Zertifikate oder im Zusammenhang mit der Vernichtung der ursprünglichen Zertifikate entstanden sind.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Aktie an. Falls eine oder mehrere Aktien Besitz von mehreren Personen ist (sind) oder falls der Eigentum an (einer) solchen Aktie(n) umstritten ist, müssen alle Personen, welche einen Besitzanspruch anmelden, einen einzigen Bevollmächtigten ernennen, welcher die betreffende(n) Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft vertritt. Falls dies nicht geschieht, werden die Rechte, die mit der/den betreffenden Aktie(n) verbunden sind, suspendiert.

Die Gesellschaft kann beschließen, Aktienbruchteile auszugeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Erträgen der entsprechenden Aktienklasse auf einer Proratabasis. Für Inhaberaktien werden ausschließlich Aktienzertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

Art. 7. Ausgabe und Umtausch von Aktien. Ausgabe von Aktien

Der Verwaltungsrat ist jederzeit im vollem Umfang berechtigt in jedem Subfonds und in jeder Klasse neue vollständig einzahlte Aktien ohne Nennwert auszugeben, ohne jedoch den bestehenden Aktionären Vorzugsrechte hinsichtlich der Zeichnung der neuen Aktien zu gewähren. Der Verwaltungsrat kann die Ausgabe von Aktien in der Gesellschaft Bedingungen unterwerfen und kann Untergrenzen für Zeichnungen festlegen.

Die von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien werden zum Nettovermögenswert je Aktie ausgegeben und laut den Bestimmungen des nachfolgenden Artikel 10 berechnet. Der Ausgabepreis basiert auf dem für die jeweilige Aktienklasse des jeweiligen Subfonds gemäss Artikel 10 ermittelten Nettovermögenswert je Aktie, zuzüglich der für die jeweiligen Aktienklasse vom Verwaltungsrat festgelegten und in der jeweils letzten Fassung des Verkaufsprospekts aufgeführten zusätzlichen Kosten und Prämien. Alle Steuern, Kommissionen und andere Gebühren, welche in den Ländern, in denen die Aktien vertrieben werden, anfallen, werden ebenfalls berechnet.

Die Aktien werden nur ausgegeben und erteilt, nachdem die Zeichnung angenommen wurde und die Zahlung des Ausgabepreises erfolgt ist. Der Ausgabepreis kann, je nach Beschluss des Verwaltungsrats, in bar, in Sachwerten (wie nachfolgend aufgeführt) oder teils in bar und teils in Sachwerten erfolgen. Zahlungen durch Einbringung in Naturalien von Wertpapieren, die vom Verwaltungsrat ausgewählt werden, werden in Einklang mit den Bestimmungen des luxemburgischen Gesellschaftsrechts erfolgen und werden insbesondere einer Bewertung in einem durch einen Wirtschaftsprüfer, welcher als «réviseur d'entreprises agréé» zugelassen ist, erstellten Bericht unterworfen.

Der Ausgabepreis ist innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist und in jedem Falle nicht später als 6 Arbeitstage nach den Handelstag, an dem der Zeichnungsantrag angenommen wurde, zahlbar; in diesen Zusammenhang bedeutet ein Handelstag in Beziehung auf ein Subfonds jeden Tag, an dem Banken in Luxemburg und jeder der hauptsächlich geregelten Märkte, auf denen die durch den betreffende Subfonds gehaltenen Wertpapiere notiert werden, geöffnet haben oder jeder andere, vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte, Tag, unter der Voraussetzung, dass mindestens 10 Handelstage pro Kalendermonat bestehen.

Zeichnungsanträge, welche bei der Gesellschaft oder von einem von ihr ordnungsgemäss bevollmächtigten Vertreter vor der vom Verwaltungsrat festgelegten Zeichnungsstichzeit an einem jeden Werktag in Luxemburg eingetroffen sind, werden binnen der vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen und Fristen abgerechnet und eingezahlt werden.

Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten oder Handlungsbevollmächtigten der Gesellschaft oder jeder anderen ermächtigten Person die Aufgabe übertragen, die Zeichnung anzunehmen und Zahlung für die neuen Aktien entgegenzunehmen sowie die Aktien auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, beim Vertrieb ihrer Aktien und nach eigenem Belieben, mit der Ausgabe von Aktien aufhören, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen und in Übereinstimmung mit den im nachfolgenden Artikel 11 vorgesehenen Regeln, die Ausgabe von Aktien an Personen oder Gesellschaften in bestimmten Ländern oder Gebieten zeitweilig oder endgültig aussetzen oder begrenzen.

Umtausch von Aktien

Der Verwaltungsrat kann zu jeder Zeit beschließen, dass Aktionäre berechtigt sind, ihre Aktien ganz oder teilweise umwandeln zu lassen, unter der Voraussetzung, daß der Verwaltungsrat (i) Beschränkungen und Bedingungen hinsichtlich des Rechts auf und der Häufigkeit von Umwandlungen zwischen bestimmten Aktienklassen und (ii) hierfür die Zahlung von Kosten und Gebühren in von ihm zu bestimmender Höhe festlegen kann. Falls der Verwaltungsrat beschließt, den Umtausch von Aktien zu ermöglichen, wird diese Möglichkeit im Verkaufsprospekt der Gesellschaft erwähnt werden.

Die Berechnung des Umwandlungspreises erfolgt unter Bezugnahme auf den entsprechenden Nettovermögenswert der zwei betreffenden Aktienklassen, und zwar berechnet zur selben Bewertungszeit.

Fällt aufgrund eines Umwandlungsantrags die Anzahl oder der Gesamt-Nettovermögenswert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien unter die vom Verwaltungsrat hierfür festgelegte Grenze, kann der Verwaltungsrat entscheiden, daß der betreffende Antrag als Antrag auf Umwandlung sämtlicher Aktien dieses Aktionärs in der betreffenden Aktienklasse behandelt wird.

Aktien, die in Aktien einer anderen Aktienklasse umgewandelt worden sind, werden entwertet.

Art. 8. Rücknahme von Aktien. Jeder Aktionär der Gesellschaft kann die Gesellschaft auffordern, unter den Bedingungen und folgend den Prozeduren, die vom Verwaltungsrat in den Verkaufsdokumenten festgelegt wurden sowie binnen der Grenzen, die von dem Gesetz sowie diesen Statuten vorgesehen sind, sämtliche oder einen Teil seiner Aktien an der Gesellschaft zurückzunehmen.

Die Auszahlung des Rückkaufspreises an einen Aktionär oder an die Finanzmittler, der die zurückgekauften Aktien gehalten hat, wird, wie von den Verwaltungsratsmitglieder beschlossen, entweder in bar, in der Basiswährung des Subfonds oder in einer anderen jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Währung oder in Sachwerten, wie nachfolgend beschrieben, oder in bar und in Sachwerten binnen einer Frist die vom Verwaltungsrat festgelegt wird, die aber 8 Werktage bei Barauszahlungen und 10 Werktage bei Auszahlungen in Sachwerten (insofern dies gemäss der geltenden Abwicklungspraktiken der Wertpapiere, die in Sachwerten ausgezahlt werden, möglich ist unter normalen Umständen werden Auszahlungen in Sachwerten innerhalb von 6 Werktagen vorgenommen) nach dem Handelstag an dem der Rückkaufantrag angenommen wurde, nicht überschreiten wird, erfolgen, unter der Voraussetzung, dass die zurückzukaufenden Aktien vor dem Zeitpunkt der Auszahlung des Rückkaufspreises bei der Gesellschaft eingetroffen sind.

Die Auszahlung des Rückkaufspreises in Sachwerten an einen Aktionär wird durch Übertragung von Vermögenswerten aus der für jeden Subfonds gebildeten Vermögenseinheit getätigt; der Wert (welcher in der in Artikel 10 beschriebenen Weise festgesetzt wird) dieser Vermögenswerte entspricht dem Wert des Anteils des Rückkaufspreises der zurückgekauften Aktien, welcher in Sachwerten ausgezahlt wird. Die Art und der Typ der in diesem Falle zu übertragenden Werte wird auf einer fairen und vernünftigen Basis durch den Verwaltungsrat oder dessen Vertreter bestimmt, ohne dass dadurch den Interessen der übrigen Aktionäre des betreffenden Subfond geschadet wird. Die Kosten einer solchen Übertragung werden vom Aktionär, welcher den Rückkauf getätigt hat und sich mit einer Auszahlung in Sachwerten an Stelle einer Barauszahlung einverstanden erklärt hat, getragen.

Der Rückkaufpreis basiert auf den Nettovermögenswert je Aktie, abzüglich eine Rückkaufprovision, falls der Verwaltungsrat eine solchen beschließt; der Betrag dieser Provision wird im Verkaufsprospekt angegeben. Darüber hinaus werden alle Steuern, Kommissionen und andere Gebühren abgezogen, die in den Ländern, in denen die Aktien vertrieben werden, anfallen.

Falls infolge eines Rückkaufantrages die Anzahl oder der gesamte Nettovermögenswert der durch den betreffenden Aktionär gehaltenen Aktien unter eine vom Verwaltungsrat festgelegte Anzahl oder Wert fallen würde, so kann die Gesellschaft beschließen, diesen Rückkaufantrag als einen Antrag zum Rückkauf sämtlicher vom betreffenden Aktionär gehaltenen Aktien zu behandeln.

Falls an einem Handelstag Rückkaufs- und Umtauschanträge, welche entsprechend diesem Artikel getätigt wurden, einen gewissen, vom Verwaltungsrat bestimmten Grenzwert des Nettovermögenswertes dieses bestimmten Subfonds überschreiten, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass die Ausführung dieser Anträge auf Rückkauf oder Umtausch ganz oder teilweise ausgesetzt wird und zwar während eines Zeitraums und in einem Masse, die der Verwaltungsrat im besten Interesse des betreffenden Subfonds befindet. Am dieser Periode folgenden Handelstag werden die betreffenden Rückkaufs- und Umtauschanträge vorrangig gegenüber den später eingegangenen Anträgen abgewickelt.

Jeder Rückkaufantrag wird unwiderruflich sein, außer im Falle und während eines Zeitraums, wo Rückkäufe ausgesetzt sind. Ein Rückkaufantrag muss durch den Aktionär in schriftlicher Weise (was für die Anwendung dieser Bestimmung Anträge, die durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax oder ähnliche Übertragungsmethoden, welche von einer schriftlichen Bestätigung gefolgt werden, mit einbegriffen) am Geschäftssitz der Gesellschaft oder, falls die Gesellschaft es beschlossen hat, bei einer anderen von der Gesellschaft als zur Rücknahme von Aktien Bevollmächtigter bestimmten Person oder Gesellschaft hinterlegt werden, zusammen mit Beweisen ihrer regelgerechten Übertragung.

Der Verwaltungsrat kann jede Beschränkung des Aktienrückkaufs beschließen, welche ihm als angemessen erscheint; insbesondere kann der Verwaltungsrat beschließen, dass während eines Zeitraums oder unter gewissen Umständen, die er festlegt und die im Verkaufsprospekt aufgeführt werden, keine Aktienrückkäufe getätigt werden.

Bei massiven Rücknahmegesuchen kann die Gesellschaft beschließen, einen Rückkaufantrag erst dann abzurechnen, wenn ohne unnötige Verzögerung entsprechende Vermögenswerte der Gesellschaft verkauft worden sind.

Die Gesellschaft kann des weiteren zu jeder Zeit einen Zwangrückkauf von Aktien von Aktionären, die von dem Kauf oder dem Besitz von Gesellschaftsaktien ausgeschlossen sind, durchführen.

Sämtliche durch die Gesellschaft zurückgekauften Aktien werden annulliert.

Art. 9. Beschränkungen des Eigentums an Aktien. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien der Gesellschaft durch jede Person, Firma oder Gesellschaft beschränken oder verhindern, nämlich jede Person welche gegen ein Gesetz oder eine Anforderung irgendeines Landes oder Behörde verstößt und jede Person, welche durch ein Gesetz oder eine Anforderung nicht qualifiziert ist, solche Aktien zu besitzen oder falls nach der Meinung der Gesellschaft ein solches Eigentum der Gesellschaft Schaden zufügen kann, oder falls er einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Vorschriften bildet oder falls dadurch die Gesellschaft anderen Gesetzen (mit einbegriffen, aber nicht ausschliesslich, Steuergesetzen) als den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg unterworfen wird (eine «nicht-qualifizierte Person»).

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

(A) es ablehnen Aktien auszugeben und es ablehnen im Aktienregister die Übertragung von Aktien einzutragen, falls es Anhaltspunkte gibt, dass eine solche Eintragung oder Übertragung dazu führt oder dazu führen kann, dass das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum dieser Aktien an eine nicht-qualifizierte Person oder eine Person, welche Aktien in einem Umfang hält, der über einen bestimmten, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festzulegenden Prozentsatz am Gesellschaftskapital hinausgeht, übertragen wird; und

(B) jederzeit von Personen, deren Namen im Aktienregister eingetragen sind oder welche die Eintragung einer Aktienübertragung im Aktienregister beantragen, eine durch eidesstattliche Erklärung unterlegte Auskunft verlangen, welche sie für erforderlich hält, um entscheiden zu können, ob die Aktien der betreffenden Person sich im wirtschaftlichen Ei-

gentum einer berechtigten Person befinden oder ob diese Eintragung zu dem wirtschaftlichen Eigentum dieser Aktien von einer nicht-qualifizierten Person führt; und

(C) es ablehnen, bei einer Generalversammlung der Gesellschaft Stimmen einer nicht-qualifizierten Person anzuerkennen; und

(D) falls es für die Gesellschaft Anhaltspunkte gibt, dass eine nicht-qualifizierte Person entweder allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist, vom Aktionär zu verlangen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft einen Beweis für den Verkauf der Aktien binnen einer Frist von dreißig (30) Tagen nach der betreffenden Mitteilung der Gesellschaft zu erbringen. Falls der betreffende Aktionär dieser Aufforderung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft zwangsweise sämtliche oder diejenigen Aktien, welche von diesem Aktionär gehalten werden, zurückkaufen oder einen Rückkauf anordnen, und zwar in folgender Art und Weise:

(1) Die Gesellschaft stellt dem Aktionär, in dessen Besitz sich solche Aktien befinden oder der im Aktienregister als Inhaber der zu kaufenden Aktien aufgeführt ist, eine zweite Mitteilung zu (welche im folgenden «Kauferklärung» genannt wird), in welcher die zu kaufenden Aktien aufgeführt sind, sowie die Berechnungsweise des Kaufpreises und der Name des Käufers.

Eine solche Mitteilung wird dem Aktionär durch Einschreiben an die letztbekannte Adresse, oder an die Adresse, welche in den Büchern der Gesellschaft aufgeführt ist, zugestellt. Der Aktionär ist dann verpflichtet, der Gesellschaft das oder die in der Kauferklärung aufgeführten Aktienzertifikat(e) auszuhändigen.

Nach Geschäftsschluss des in der Kauferklärung festgesetzten Tages hört der Aktionär auf, Eigentümer der in der Kauferklärung aufgeführten Aktien zu sein. Im Fall von Namensaktien wird sein Name aus dem Aktienregister gestrichen und im Fall von Inhaberaktien wird/werden das/die Aktienzertifikate annulliert.

(2) Der für die Aktien zu zahlende Preis (welcher im folgenden «Kaufpreis» genannt wird) basiert auf dem Nettovermögenswert je Aktie und zwar derjenige am letzten, vom Verwaltungsrat für den Rückkauf der Aktien der Gesellschaft bestimmten Bewertungszeit vor dem Tag des Inkrafttretens der Kauferklärung. Es kann auch derjenige des Tages nach der Übergabe des oder der in der Kauferklärung aufgeführten Aktienzertifikate(s) sein, falls dieser niedriger ist. Dieser Wert wird gemäss Artikel 10 dieser Satzung und nach Abzug der darin vorgesehenen Kostenbelastung bestimmt.

(3) Die Zahlung des Kaufpreises an den früheren Eigentümer der Aktien wird normalerweise in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises der Aktien festgesetzten Währung geleistet. Nach seiner endgültigen Festsetzung wird dieser Preis durch die Gesellschaft bei einer (in der Kauferklärung erwähnten) in Luxemburg oder im Ausland befindlichen Bank hinterlegt und zwar zum Zwecke der Auszahlung an diesen Eigentümer gegen Übergabe der in der Kauferklärung erwähnten Aktien zusammen mit den noch nicht fälligen Gewinnanteilscheinen. Nach der oben beschriebenen Zustellung der Kauferklärung hat der frühere Eigentümer kein Recht mehr an diesen Aktien sowie keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder deren Aktiva in diesem Zusammenhang, mit Ausnahme des Anspruchs, den Kaufpreis (ohne Zinsen) von der erwähnten Bank zu erhalten und zwar gegen tatsächliche Übergabe des oder der Aktienzertifikate(/s) wie oben beschrieben. Beträge, die einem Aktionär gemäss diesem Absatz zustehen, welche aber nicht innerhalb einer Fünfjahresperiode von dem in der Kauferklärung festgesetzten Datum an abgefordert werden, können danach nicht mehr beansprucht werden und fallen an den betreffenden Subfonds zurück. Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse, alle notwendigen Schritte zu unternehmen, um den Heimfall abzuschließen und jede diesbezügliche Schritte der Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnisse durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder für unwirksam erklärt werden, dass der Besitz der Aktien einer Person ungenügend nachgewiesen wurde, oder dass die Besitzverhältnisse andere waren als sie der Gesellschaft am Tag der Kauferklärung zu sein schienen. Voraussetzung ist hierfür allerdings, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausgeübt hat.

Art. 10. Ermittlung des Nettovermögenswerts je Aktie. Der Nettovermögenswert einer Aktie eines Subfonds ergibt sich aus der Teilung des gesamten Nettovermögens des betreffenden Subfonds durch die Anzahl der sich in Umlauf befindlichen Aktien dieses Subfonds. Das Nettovermögen eines jeden Subfonds ist gleich der Differenz zwischen den Vermögenswerten des Subfonds und seinen Verpflichtungen. Der Nettovermögenswert je Aktie wird in der Basiswährung des betreffenden Subfonds ausgerechnet und kann, auf Beschluss des Verwaltungsrats, in anderen Währungen ausgedrückt werden.

In Bezug auf Subfonds, in denen verschiedene Aktienklassen ausgegeben wurden, wird der Nettovermögenswert für jede Aktienklasse berechnet. Zu diesem Zwecke wird das Nettovermögen dieses Subfonds, das der betreffenden Aktienklasse zuzuteilen ist, durch die Anzahl der in dieser Aktienklasse ausstehenden Aktien geteilt.

Das gesamte Nettovermögen der Gesellschaft wird in EUR ausgedrückt und besteht aus der Differenz zwischen den gesamten Vermögenswerten der Gesellschaft und deren gesamten Verpflichtungen. Zum Zwecke dieser Berechnung wird das Nettovermögen jedes Subfonds, soweit es nicht in EUR ausgedrückt ist, in EUR umgewandelt und zusammengerechnet.

I. Die Aktiva der Subfonds beinhalten:

(1) alle flüssigen Mittel (ob in Kasse gehalten, von Dritten zu erhalten oder bei Dritten hinterlegt), einschliesslich der hierauf angefallenen Zinsen;

(2) alle ausstehenden Forderungen einschliesslich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften aber noch nicht gelieferten Wertpapieren;

(3) alle Wertpapiere, Aktien, Renten, Wertrechte, Geldmarktpapiere, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen und andere Finanzinstrumente sowie sonstige Vermögenswerte, welche von der Gesellschaft gehalten oder zu ihren Gunsten erworben wurden (unter dem Vorbehalt, dass die Gesellschaft Anpassungen vornehmen kann, welche mit den im nachstehenden Paragraphen (a) enthaltenen Bestimmungen vereinbar sind, um den Schwankun-

gen des Marktwertes vom Wertpapieren, welche durch Gepflogenheiten wie der «ex-dividend» und «ex-rights» Handel bedingt werden, Rechnung zu tragen);

(4) alle angefallenen Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche von den betreffenden Subfonds gehalten werden, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes enthalten sind;

(5) alle Dividenden und Dividendenansprüche, vorausgesetzt dass hierüber ausreichend fundierte Informationen erhalten werden können;

(6) nicht abgeschriebene Gründungskosten des betreffenden Subfonds, mit einbegriffen die Kosten für die Ausgabe und den Vertrieb der Aktien der Gesellschaft;

(7) der Liquidationswert aller Termingeschäfte und aller Kaufs- und Verkaufsoptionen bei denen die Gesellschaft offene Positionen hält;

(8) sämtliche sonstigen Vermögenswerte jeder Art einschliesslich im voraus bezahlter Ausgaben.

Diese Vermögenswerte werden nach folgenden Regeln bewertet:

a) der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivischen Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgenannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, außer wenn es jeweils unwahrscheinlich ist, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen, in welchem Falle ihr Wert mit einem jeweils für angemessen gehaltenen Abschlag festgelegt wird, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben;

b) Wertpapiere, die an einer anerkannten Börse notiert sind oder an einem sonstigen geregelten Markt, wie er im nachstehenden Artikel 17, Absatz 1), Paragraphen (a), (b) und (c) definiert wird (ein «Geregelter Markt») gehandelt werden, werden zu ihren letzten verfügbaren amtlichen Schlusskursen oder, falls es mehrere solche Märkte gibt, an Hand ihrer letzten verfügbaren Schlusskurse auf dem wichtigsten Markt für das betreffende Wertpapier, solange diese Kurse normalerweise dieselben sind als die vom Index-Anbieter bei der Berechnung des Indexes des betreffenden Subfonds verwendeten Kurse bewertet, und wenn der letzte verfügbare Kurs den marktgerechten Wert der betreffenden Wertpapiere nicht angemessen wiedergibt, wird der Wert dieser Wertpapiere vom Verwaltungsrat auf der Grundlage ihrer angemessener Weise vorhersehbaren Verkaufspreise festgelegt, die nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben ermittelt werden;

c) Wertpapiere, die nicht an einem Geregelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres vermutlichen Verkaufspreises bewertet, der vom Verwaltungsrat nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben ermittelt wird;

d) unter dem Liquidationswert von Futures, Termingeschäften oder Optionskontrakten, die nicht an Geregelten Märkten gehandelt werden, ist der Nettoliquidationswert zu verstehen, der gemäß den vom Verwaltungsrat festgelegten Grundsätze auf einer für jede der verschiedenen Arten von Kontrakten einheitlich angewandten Grundlage ermittelt wird. Der Liquidationswert von Futures, Termingeschäften oder Optionskontrakten, die an Börsen oder sonstigen Geregelten Märkten gehandelt werden, richtet sich nach den letzten verfügbaren Abrechnungspreisen dieser Kontrakte an Börsen und Geregelten Märkten, an denen die jeweiligen Futures, Termingeschäfte oder Optionskontrakte von der Gesellschaft gehandelt werden; unter der Bedingung, dass dann, wenn einer dieser Futures, Termingeschäfte oder Optionskontrakte nicht an dem Tag liquidiert werden konnte, zu dem das Nettovermögen ermittelt wird, als Grundlage für die Ermittlung des Liquidationswerts dieses Kontrakts ein Wert gilt, der vom Verwaltungsrat für angemessen und vernünftig gehalten wird;

e) Zins-Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet, der unter Bezugnahme auf die jeweils geltenden Zinskurven festgelegt wird. Auf Indizes und Finanztitel bezogene Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet, der unter Bezugnahme auf den jeweiligen Index oder Finanztitel festgelegt wird. Die Bewertung des auf einen Index oder Finanztitel bezogenen Swap-Vertrages richtet sich nach dem Marktwert dieses Swap-Geschäfts, der in gutem Glauben entsprechend dem vom Verwaltungsrat bestimmten Verfahren ermittelt wird;

f) alle sonstigen Wertpapiere und anderen Vermögenswerte werden zu ihrem marktgerechten Wert bewertet, der in gutem Glauben entsprechend den vom Verwaltungsrat bestimmten Verfahren ermittelt wird.

In einem bestimmten Subfonds gehaltene Anlagen, die nicht in der Basiswährung angegeben sind, werden zu dem Wechselkurs in die Basiswährung umgerechnet, der in auf dem hauptsächlich Geregelten Markt für den entsprechenden Wert am Handelstag vor der Bewertungszeit gilt. Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen erlauben, dass andere Bewertungsmethoden verwendet werden, falls dieser der Meinung ist, dass eine solche Bewertung den fairen Verkaufswert einer Anlage der Gesellschaft besser widerspiegelt.

Im Falle von umfangreichen Rückkaufsanträgen, kann die Gesellschaft den Wert der Aktien des betreffenden Subfonds auf der Basis der Preise zu denen die nötigen Verkäufe von Guthaben der Gesellschaft getätigt werden bestimmen. In einem solchen Falle wird die gleiche Berechnungsgrundlage für alle gleichzeitig eingegangenen Zeichnungs- und Rückkaufsanträge angewendet.

Sämtliche Bewertungsregeln und -kriterien unterliegen den allgemein geltenden Bilanzierungsgrundsätzen und werden nach diesen Grundsätzen ausgelegt.

Ist seit Bestimmung des Nettovermögenswertes eine wesentliche Kursänderung auf den Märkten eingetreten, auf denen ein großer Teil der dem betreffenden Subfonds zuzurechnenden Anlagenwerte gehandelt oder notiert wird, kann die Gesellschaft im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft die erste Bewertung für ungültig erklären und eine zweite Bewertung durchführen.

Liegt kein Verstoß gegen den Grundsatz des Treu und Glauben, keine grobe Fahrlässigkeit oder kein offensichtlicher Fehler vor, ist jede vom Verwaltungsrat oder von einer vom Verwaltungsrat für die Berechnung des Nettovermögenswertes ernannte zentrale Administration getroffene Entscheidung bei der Berechnung des Nettovermögenswertes endgültig und bindet die Gesellschaft sowie alle gegenwärtigen, ehemaligen und künftigen Aktionäre.

II. Die Verbindlichkeiten der Subfonds umfassen:

- 1) alle Anleihen, angefallene Wechsel und zu zahlende Abrechnungen;
- 2) sämtliche aufgelaufenen Zinsen auf den durch die Subfonds aufgenommenen Krediten (mit einbegriffen die aufgelaufenen Gebühren für die Kreditbereitstellung);
- 3) sämtliche fällige und zahlbare Verwaltungskosten (mit einbegriffen, soweit anwendbar Kosten für Verwaltung, Beratung und Portfoliomanagement einschliesslich Anreizgebühr, Gebühren für die Depotbank, die administrativen Agenten und die Verwaltungsgesellschaft);
- 4) alle bekannten, fälligen oder noch nicht fälligen Verbindlichkeiten, darin einbegriffen sämtliche fälligen vertraglichen Verpflichtungen, welche eine Zahlung in bar vorsehen, mit einbegriffen alle von dem Subfond beschlossenen und noch nicht ausgezahlten Dividenden;
- 5) angemessene von der Gesellschaft bestimmte Rückstellungen für zukünftig fällige Steuern, die auf das Vermögen und Einkommen bis zum Berechnungstag basieren, und andere durch den Verwaltungsrat genehmigte oder gebilligte Reserven, falls vorhanden, sowie ein Betrag (falls notwendig) den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rücklage in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Gesellschaft ansieht;
- 6) alle anderen Verpflichtungen jedes Subfonds, welcher Natur und Art sie auch seien, wie sie in Einklang mit den allgemein anerkannten Buchhaltungsprinzipien bestimmt werden. Um den Betrag dieser Verpflichtungen zu bestimmen, berücksichtigt jeder Subfond alle von der Gesellschaft/dem Subfond zu tragenden Ausgaben und, darin einbegriffen die Gründungskosten, Gebühren an die Verwaltungsgesellschaft (falls eine solche ernannt wurde), an Anlageberater oder an das Anlagemanagement (einschliesslich Gebühren, die leistungsabhängig sind), Gebühren, Kosten, Ausgaben und Barauslagen, welche an ihre Buchhalter, an die Depotbank sowie dessen Korrespondenten, an die Domiziliar- und Verwaltungsstelle, an die Register- und Transferstelle, an jegliche Zahlstelle, an sonstige Vertriebsstellen und ständige Vertreter in Vertriebsländern sowie an sämtliche sonstigen Zwischenstellen der Gesellschaft beziehungsweise des Subfonds umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und angemessene Spesen der Mitglieder des Verwaltungsrats, Versicherungsprämien und angemessene Reisekosten in Bezug auf Verwaltungsratssitzungen, Gebühren für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, jede Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft bei Behörden und Börsen in Luxemburg und in jeglichem anderen Land, Lizenzkosten für den Gebrauch der verschiedenen Indizes, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschliesslich der Kosten für die Anfertigung, Übersetzung, Druck, Werbung und Verteilung der Verkaufsprospekte, für Erklärungs memoranda, periodische Berichte oder Registrierungsberichte, die Kosten für die Veröffentlichung des täglichen Nettovermögenswerts und jeder Information betreffend den Schätzwert eines Subfonds, die Kosten für den Druck von Zertifikaten und die Kosten für jede Berichte an die Aktionäre, die Kosten für die Einberufung und Abhaltung der Generalversammlungen sowie der Verwaltungsratssitzungen, alle Steuern, Abgaben, staatliche und ähnliche Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung einschliesslich den Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Transaktionskosten, die Kosten für die Veröffentlichung der Ausgabe- und Rückkaufpreise, Zinsen, Bankgebühren, Brokerggebühren, sowie Kosten für Post und Telefon und Telex. Der Subfond kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im voraus ansetzen.

III. Die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten werden wie folgt aufgeteilt:

Der Verwaltungsrat wird für jede Aktienkategorie einen Subfonds erstellen und kann einen Subfond mit zwei oder mehr Aktienklassen folgendermaßen erstellen:

- a) sofern zwei oder mehr Aktienklassen für einen bestimmten Subfonds ausgegeben werden, werden die diesen Aktienklassen zurechenbaren Vermögenswerte nach der für den betreffenden Subfonds spezifischen Anlagepolitik angelegt. In einem Subfond können gegebenenfalls verschiedenen Aktienklassen durch den Verwaltungsrat aufgelegt werden, die jede (i) eine spezifische Ausschüttungspolitik haben, die zum Beispiel zu Ausschüttungen berechtigt («ausschüttende Aktien») oder nicht zu Ausschüttungen berechtigt («thesaurierende Aktien») und/oder (ii) eine spezifische Zeichnungs- und Rückkaufgebührenstruktur haben und/oder (iii) eine spezifische Anlageverwaltungs- oder Beratungsgebührenstruktur haben und/oder andere vom Verwaltungsrat festgelegte Kriterien haben;
- b) Der Gegenwert der Ausgabe von Aktien an jeder einzelnen Aktienklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem Subfonds dieser Aktienklasse zugeteilt; falls mehrere Aktienklassen in dem betreffenden Subfonds in Umlauf sind, wird der entsprechende Gegenwert den der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnenden Aktionäre am Nettovermögen des entsprechenden Subfonds erhöhen;
- c) Vermögenswerte, Forderungen, Verbindlichkeiten, Erträge und Ausgaben, welche dieser Aktienklasse zuzuteilen sind, werden entsprechend den Vorschriften dieses Artikels diesem Subfonds zugeteilt;
- d) Derivative Vermögenswerte werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Subfonds zugeteilt wie die Vermögenswerte, von welchen die entsprechenden derivativen Vermögenswerte abgeleitet sind und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Zuwachs oder die Verringerung im Wert dem entsprechenden Subfonds zugeteilt;
- e) Verbindlichkeiten im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Subfonds oder aufgrund einer Handlung im Zusammenhang mit diesem Subfonds werden diesem Subfonds zugerechnet;
- f) Sofern eine Forderung oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Subfonds zugeteilt werden kann, wird diese Forderung oder diese Verbindlichkeit allen Subfonds im Verhältnis der Zahl der Subfonds oder auf Basis der Aktienwerte der Aktienklassen zugeteilt, entsprechend der gewissenhaften Bestimmung durch den Verwaltungsrat;
- g) Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienklasse vermindern den Wert der Aktien dieser Aktienklasse um den Ausschüttungsbetrag.

IV. Zum Zweck der Bestimmung des Nettovermögenswerts

1) Aktien, welche gemäss Artikel 8 zurückgekauft werden sollen, gelten als im Umlauf befindlich und werden solchermaßen in den Büchern geführt bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt zur entsprechenden Bewertungszeit, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rückkaufpreis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2) Aktien, die von der Gesellschaft ausgegeben werden sollen, gelten als ausgegeben unmittelbar nach dem Zeitpunkt der Bewertung an nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt zu der entsprechenden Bewertungszeit; von diesem Zeitpunkt an bis zum Zahlungseingang gilt der Ausgabepreis als Forderung der Gesellschaft;

3) Vermögensanlagen, Barmittel und sonstige Vermögenswerte, die in einer anderen Währung getätigt sind als derjenigen, in welcher der Nettovermögenswert des betreffenden Subfonds berechnet wird, werden auf der Grundlage des Devisenkurses, der auf dem hauptsächlich Geregelten Markt des betreffenden Vermögenswertes an dem der Bewertungszeit vorhergehenden Handelstag vorherrscht, bewertet;

4) Soweit die Gesellschaft zu einer Bewertungszeit:

- Vermögenswerte erworben hat, wird der Kaufpreis für solche Vermögenswerte als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und die erworbenen Vermögenswerte in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen;

- Vermögenswerte verkauft hat, wird der Verkaufspreis in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen und die verkauften Vermögenswerte werden aus den Aktiva herausgenommen.

Falls der genaue Wert der jeweiligen Preise oder Vermögenswerte zu der entsprechenden Bewertungszeit nicht berechnet werden kann, ist er vom Verwaltungsrat zu schätzen.

Art. 11. Frequenz und zeitweilige Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswerts je Aktie, sowie der Ausgabe, der Rücknahme und dem Umtausch von Aktien. Der Nettovermögenswert je Aktie und der Ausgabe- sowie der Rückkaufpreis für Aktien wird jeweils durch die Gesellschaft oder einen durch die Gesellschaft dazu bevollmächtigten Vertreter berechnet, in eine vom Verwaltungsrat festgelegten Frequenz, aber wenigstens zweimal im Monat; das Datum oder der Zeitpunkt der Berechnung wird in diesen Statuten als «Bewertungszeit» bezeichnet.

Der Verwaltungsrat kann Beschränkungen der Frequenz der Aktienaushgaben beschließen; er kann insbesondere entscheiden, dass die Aktien nur während einer oder mehreren Zeichnungsfristen oder in einer anderen, in den Verkaufsdokumenten angegebenen Periodizität ausgegeben werden.

Die Gesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswerts je Aktie sowie die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien jedes Subfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

a) während eines Zeitraums, in dem eine der wichtigsten Börsen oder einer der sonstigen Märkte, an denen ein erheblicher Teil der Anlagen der Gesellschaft, die jeweils auf diesen Subfonds entfallen, notiert ist oder gehandelt wird, oder die Devisenmärkte für die Währungen, in denen der Nettovermögenswert oder ein erheblicher Teil des Vermögens des betreffenden Subfonds denominated ist, geschlossen sind - außer an den üblichen Feiertagen - oder an dem der Handel an diesen Märkten beschränkt oder ausgesetzt ist, unter der Bedingung, dass die Schließung dieser Börse oder die genannte Beschränkung oder Aussetzung sich auf die Bewertung der darin notierten Anlagen des betreffenden Subfonds auswirkt; oder

b) während des Bestehens von Umständen, die einen Notfall darstellen, in Folge dessen die Veräußerung oder Bewertung von Anlagen im Bestand der Gesellschaft undurchführbar wäre oder eine solche Veräußerung oder Bewertung von Nachteil für die Interessen der Aktionäre wäre; oder

c) während eines Ausfalls der Kommunikationsmittel, die normalerweise zur Ermittlung des Preises oder Wertes einer der Anlagen dieses Subfonds oder des aktuellen Preises oder Wertes des auf diesen Subfonds entfallenden Vermögens an einer Börse eingesetzt werden; oder

d) wenn aus einem anderen Grunde, auf den der Verwaltungsrat keinen Einfluss hat, die Preise von Anlagen im Bestand der Gesellschaft nicht unverzüglich oder nicht genau ermittelt werden können; oder

e) in einem Zeitraum, in dem die Gesellschaft keine Mittel zurückführen kann, um Zahlungen für die Rücknahme von Aktien vorzunehmen, oder in dem ein Transfer von Mitteln zur Realisierung oder Akquisition von Anlagen oder Zahlungen auf Grund von Rücknahmen von Aktien nach Auffassung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen vorgenommen werden kann; oder

f) nach der Veröffentlichung einer Einladung zu einer Hauptversammlung der Aktionäre zu dem Zweck, die Auflösung der Gesellschaft oder eines der Subfonds zu beschließen.

Eine Mitteilung über eine solche Aussetzung wird, falls angemessen, durch die Gesellschaft veröffentlicht und kann denjenigen Aktionären, die einen Antrag auf Zeichnung, Rückkauf oder Umtausch betreffend Aktien, deren Berechnung des Nettovermögenswerts ausgesetzt wurde, mitgeteilt werden.

Titel III. Verwaltung und Überwachung

Art. 12. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Sie werden für eine maximale Amtszeit von sechs Jahren gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären in einer Generalversammlung gewählt; diese wird weiterhin die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Tantieme und ihre Amtszeit bestimmen. Außer in Bezug auf die Verwaltungsratsmitglieder, die durch die unverzüglich nach der Gesellschaftsgründung abzuhaltende Generalversammlung können nur Kandidaten, welche durch den Nennungsausschuss (wie er in Artikel 16 dieser Statuten vorgesehen ist) vorgeschlagen wurden, als Verwaltungsratsmitglieder ernannt werden.

Verwaltungsratsmitglieder werden von der einfachen Mehrheit der in der Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann mit oder ohne Angabe von Gründen durch Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

In Zeiten der Vakanz eines Verwaltungsratspostens werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates zeitweilig diese Vakanz ausfüllen; es können lediglich Kandidaten vom Nominierungsausschuss als Verwaltungsratsmitglieder ernannt werden. Die Aktionäre werden eine endgültige Entscheidung über die Nominierung bei der folgenden Generalversammlung treffen.

Der Verwaltungsrat wird in Einklang mit seinen internen Regeln und Vorschriften, sowie diese durch einen Beschluss des Verwaltungsrat, welcher jeweils mit einer Mehrheit von fünfundsiebzig Prozent (75%) der sich im Amt befindlichen Verwaltungsratsmitglieder gefasst wurde, festgelegt und abgeändert wurde, operieren. Die internen Regeln und Vorschriften sind für alle Organe der Gesellschaft verbindlich.

Art. 13. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann einen Sekretär ernennen, der nicht ein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen schreiben und aufbewahren wird. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Der Vorsitzende wird den Vorsitz bei den Sitzungen des Verwaltungsrates und bei den Generalversammlungen führen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Verwaltungsratsmitglieder durch einfach Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder für Generalversammlungen auch jede andere Person zum Vorsitzenden bestimmen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschliesslich eines Geschäftsführers und beigeordneten Geschäftsführern sowie andere leitende Angestellte, die der Verwaltungsrat als für den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft nötig erachtet, ernennen. Diese Ernennung kann jederzeit durch den Verwaltungsrat aufgehoben werden. Solche leitenden Angestellten müssen weder Aktionäre der Gesellschaft noch Mitglieder des Verwaltungsrates sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung werden solche leitende Angestellte Befugnisse in dem ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Umfang haben.

Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates müssen mindestens vierundzwanzig Stunden im Voraus schriftlich an die Verwaltungsratsmitglieder erfolgen, außer in Notfallsituationen, in welchem Falle die Natur der Notfallsituation in dem Einberufungsschreiben angegeben werden muss. Die schriftliche Einladung kann bei Übereinstimmung der Teilnehmer durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel ersetzt werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig.

Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche kommunikationstechnische Einrichtungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig und Teilnehmer, welche solchermaßen der Versammlung beigewohnt haben, werden als persönlich anwesend gezählt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre Einzelunterschriften verpflichten, außer ein Verwaltungsratsbeschluss hat sie speziell dazu ermächtigt.

Der Verwaltungsrat ist beschluss- und handlungsfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert; die Protokolle sind vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates zu unterzeichnen. Sie können in Rechtsangelegenheiten als Beweis dienen, wenn sie vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind.

Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst.

Schriftliche und von allen Verwaltungsratsmitgliedern gebilligte und unterzeichnete Beschlüsse stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich. Solche Beschlüsse können von jedem Verwaltungsratsmitglied schriftlich, durch Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel gebilligt werden. Eine solche Billigung wird jedenfalls schriftlich bestätigt und die Bestätigung wird dem Beschlussprotokoll beizufügen sein und den Beweis für die Zustimmung zum Beschluss darstellen.

Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der Anlagepolitik gemäss Artikel 17 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht durch das Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung ausdrücklich der Generalversammlung vorbehalten sind, unterstehen der Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann eine Verwaltungsgesellschaft ernennen, welche dem Kapitel 13 des abgeänderten Gesetzes von 2002 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt und welche die Verwaltungsaufgaben wahrnehmen wird, die im Anhang II zum abgeänderten Gesetz von 2002 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen beschrieben sind.

Jeder Beschluss, die nachfolgenden Verträge zu kündigen oder sie auf wesentlichen Punkten abzuändern, bedarf der Zustimmung der Generalversammlung der Aktionäre, und zwar gemäss den in Artikel 29 dieser Satzung vorgesehenen Bedingungen.

* Der zwischen der Gesellschaft, beziehungsweise, sofern gesetzlich vorgeschrieben, der durch die Gesellschaft ernannte Verwaltungsgesellschaft, und UBS ETF ADVISORY HOLDING S.A., Luxemburg abgeschlossene Beratungsvertrag.

* Der zwischen der Gesellschaft, beziehungsweise, sofern gesetzlich vorgeschrieben, der durch die Gesellschaft ernannte Verwaltungsgesellschaft, und UBS ASSET MANAGEMENT LIMITED, London abgeschlossene Vermögensverwaltungsvertrag.

* Der zwischen der Gesellschaft, beziehungsweise, sofern gesetzlich vorgeschrieben, der durch die Gesellschaft ernannte Verwaltungsgesellschaft, und UBS AG, Basel/Zürich abgeschlossene Vertriebsvertrag.

Art. 15. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Art. 16. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft (mit einbegriffen die Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung) und seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Der Verwaltungsrat kann außerdem andere Bevollmächtigte, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben.

Der Verwaltungsrat kann zur gegebenen Zeit einen oder mehrere Ausschüsse bilden, welche sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, und welchen er angemessene Befugnisse und Rollen zuteilt. Die Gesellschaft operiert gemäss ihrer internen Regeln und Vorschriften, wie in Artikel 12 dieser Satzung beschrieben.

In jedem Falle wird der Verwaltungsrat einen Nominierungsausschuss bilden, welcher als Aufgabe hat, eine Liste von Kandidaten aufzusetzen, von der die Generalversammlung die Verwaltungsratsmitglieder wählen wird.

Art. 17. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Verwaltungsrat ist befugt, nach dem Grundsatz der Risikostreuung die Anlagepolitik und -strategien der Gesellschaft und die Führung der Verwaltung und Geschäfte der Gesellschaft zu bestimmen, im Rahmen der Beschränkungen, die der Verwaltungsrat unter Beachtung der Bestimmungen des Gesetzes von 2002 oder denjenigen, welche durch die Gesetze und Regelungen derjenigen Länder, in denen die Aktien zum Verkauf angeboten werden, vorgeschrieben sind, oder denjenigen, welche zu gegebener Zeit durch Beschlüsse des Verwaltungsrats angenommen wurden und die in dem das Angebot der Aktien betreffenden Verkaufsprospekt jeweils beschrieben sind.

(1) Bei der Festsetzung und Durchführung der Anlagepolitik kann der Verwaltungsrat bewirken, die Vermögenswerte jedes Subfonds der Gesellschaft in folgenden Werten anzulegen:

(a) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einem geregelten Markt im Sinne von Artikel 1 Nummer 13 der Richtlinie 93/22/EG über Wertpapierdienstleistungen notiert bzw. gehandelt werden;

(b) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden;

(c) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse eines Staates, welcher nicht Mitglied der Europäischen Union ist, amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt eines europäischen, amerikanischen, asiatischen, afrikanischen oder ozeanischen Landes, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden;

(d) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen unter der Voraussetzung, dass ein Antrag auf Zulassung zur amtlichen Notierung bzw. zum Handel an einer unter (a) bis (c) genannten Wertpapierbörse oder an einem unter (a) bis (c) erwähnten geregelten Markt gestellt wurde und die Bewilligung dieses Antrags innerhalb eines Jahres nach der Emission sichergestellt ist;

(e) Anteilen von nach der Richtlinie 85/611/EG zugelassenen OGAW und/ oder OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Gedankenstrich der Richtlinie 85/611/EG mit Sitz in einem EU-Mitgliedstaat oder einem Drittland, sofern:

diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der CSSF derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;

das Schutzniveau der Anleger in diesen anderen OGA dem Schutzniveau der Anleger in einem OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Vermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufen von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EG gleichwertig sind;

die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten sind, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

der OGAW oder der andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsdokumenten insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf;

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann die Möglichkeit für einen Subfonds, in von anderen OGAW oder OGA ausgegebenen Anteilen anzulegen, auf höchstens 10% des Vermögens des betreffenden Subfonds beschränken.

(f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem EU-Mitgliedstaat hat oder - falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet - sich dieser Drittstaat in Zone A im Sinne von Teil I, Absatz 24 des abgeänderten CSSF Zirkulars 2000/10 befindet;

(g) abgeleiteten Finanzinstrumenten («Derivate»), einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der unter den Buchstaben (a), (b) und (c) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden und/oder abgeleiteten Finanzinstrumenten, die nicht an einer Börse gehandelt werden («OTC-Derivaten»), sofern;

es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne dieses Absatzes (1) oder um Finanzindices, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die die Gesellschaft gemäss den Anlagezielen ihrer Subfonds gemäss dieser Satzung investieren darf;

die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen sind;

die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative der Gesellschaft zum angemessenen Zeitwert veräussert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können;

(h) Geldmarktinstrumenten im Sinne von Artikel 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen- und Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, sie werden:

von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines EU-Mitgliedstaates, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, im Falle eines Bundesstaates ist, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert, oder

von einem Unternehmen begeben wird, dessen Wertpapiere auf den unter Buchstaben (a), (b) und (c) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, welche von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens 10 Millionen Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der Vierten Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die Unterlegung von Verbindlichkeiten mittels Wertpapieren durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

(2) Jedoch kann die Gesellschaft höchstens 10% des Vermögens eines Subfonds in anderen als den im Absatz (1) genannten Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten anlegen.

(3) Desweiteren darf die Gesellschaft:

(a) Für einen oder mehrere ihres Subfonds als Anlagepolitik die Nachbildung eines von der CSSF anerkannten Aktien- oder Schuldverschreibungsindex vorsehen, unter der Bedingung, dass:

- die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist;
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht;
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Unbeschadet jeder anderen anwendbaren Grenzen kann die Gesellschaft, für die betroffenen Subfonds, bis zu maximal 20% ihres Vermögens in von einem und demselben Emittenten ausgegebene Aktien und/oder Schuldverschreibungen anlegen; diese Grenze beträgt 35%, sofern dies aufgrund außergewöhnlicher Marktbedingungen gerechtfertigt ist, und zwar insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Eine Anlage bis zu dieser 35% Obergrenze ist nur bei einem einzigen Emittenten möglich.

Die Subfonds, deren Anlagepolitik die Nachbildung eines Indexes ist, können die Risikoaussetzung auf die Wertpapiere, welche den betreffenden Index darstellen, entweder durch das direkte Halten der Wertpapiere oder indirekt, durch das Benützen von Derivaten, erreichen.

(b) Für einen oder mehrere ihres Subfonds bewegliches und unbewegliches Vermögen erwerben, das für die unmittelbare Ausübung ihrer Tätigkeit unerlässlich ist;

(c) Weder Edelmetalle noch Zertifikate über diese erwerben;

(d) Auf nebensächlicher Basis flüssige Mittel halten.

(e) Die Gesellschaft kann sich weiterhin für alle ihre Subfonds und unter Einhaltung der von der CSSF festgelegten Bedingungen und Grenzen der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente zum Gegenstand haben, sofern die Verwendung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf die effiziente Verwaltung der Portfolios geschieht. Beziehen sich diese Transaktionen auf die Verwendung von Derivaten, so müssen die Bedingungen und Grenzen mit den Bestimmungen dieser Statuten und des Verkaufsprospekts der Gesellschaft im Einklang stehen. Unter keinen Umständen darf die Gesellschaft, in irgendeinem ihrer Subfonds, bei diesen Transaktionen von den für den betreffenden Subfonds in diesen Statuten oder im Verkaufsprospekt der Gesellschaft genannten Anlagezielen abweichen.

(f) Die Gesellschaft kann weiterhin, unter Beachtung des Prinzips der Risikostreuung, bis zu hundert Prozent (100%) des Nettovermögens eines Subfonds in Wertpapiere zu investieren, die durch einen EU-Mitgliedstaat, dessen Gebietskörperschaften, durch irgendeinen anderen zugelassenen Staat oder durch eine internationale Körperschaft öffentlichen Rechts, der ein oder mehrere EU-Mitgliedstaat(en) angehören, emittiert oder garantiert werden. Prinzipiell müssen zugelassene Staaten OECD-Mitgliedstaaten sein, außer falls der Verkaufsprospekt ausdrücklich Gegenteiliges vorsieht. In jedem Fall muss der betreffende Subfonds Wertpapiere aus mindestens sechs verschiedenen Emissionen halten, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission dreissig Prozent (30%) des Gesamtvermögens des Subfonds nicht übersteigen.

Der Verwaltungsrat kann, im besten Interesse der Gesellschaft handelnd, entscheiden, daß nach Maßgabe der Verkaufsdokumente der Gesellschaft (i) alle Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Subfonds oder Teile davon auf

getrennter Basis gemeinsam mit anderem Vermögen anderer Anleger, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder deren Subfonds, verwaltet werden, oder (ii) alle Vermögenswerte zweier oder mehrerer Subfonds oder Teile davon entweder gesondert oder als Pool gemeinsam verwaltet werden.

Art. 18. Anlageberater. Der Verwaltungsrat wird einen Anlageberater ernennen (nachstehend der «Anlageberater») der die Gesellschaft mit Empfehlungen und Beratung im Zusammenhang mit der laut den Bestimmungen von Artikel 17 festgelegten Anlagepolitik versieht.

Art. 19. Interessenkonflikte. Kein Vertrag und kein anderes Geschäft, das zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma abgeschlossen wird, kann durch die Tatsache, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Bevollmächtigte oder Angestellte der Gesellschaft Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Bevollmächtigte oder Angestellte in jener anderen Gesellschaft oder Firma haben, beeinträchtigt oder ungültig gemacht werden. Ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Gesellschaft, welcher Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag schließt oder in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen tritt, verliert dadurch nicht das Recht, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäftssachen in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter in irgendeiner Angelegenheit der Gesellschaft ein Interesse hat, das dem der Gesellschaft entgegengesetzt ist, muß dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Gesellschaft den Verwaltungsrat von diesem Interessenkonflikt informieren, und wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds, Direktors oder Bevollmächtigten wird bei der nächsten Versammlung der Aktionäre erstattet.

Der Begriff «persönliches Interesse», wie im vorgehenden Absatz gebraucht, findet keine Anwendung auf Beziehungen und Interessen, den Promotor der Gesellschaft, der Anlagemanager, die Anlageberater, die Depotbank, die Vertriebsgesellschaft sowie jeder anderen von dem Verwaltungsrat nach freiem Ermessen benannten anderen Person, Gesellschaft oder Firma betreffen.

Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Gesellschaft kann jedem Direktor oder Bevollmächtigten, seinen Erben, Vollstrecker und Administratoren die eingegangenen vernünftigen Ausgaben im Rahmen seiner Handlungen, die er in seiner Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied oder Bevollmächtigter der Gesellschaft durchgeführt hat oder, auf Bitte der Gesellschaft, falls jene ihn nicht entschädigt, als Verwaltungsratsmitglied oder Bevollmächtigter einer anderen Gesellschaft in welcher die Gesellschaft Aktionär ist oder eine Forderung hat, vergüten. Dies beinhaltet nicht jene Handlungen für deren grobe Fahrlässigkeit oder Mißwirtschaft oder anderen Pflichtverletzungen das Verwaltungsratsmitglied oder der Bevollmächtigte haften muß aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses, oder eine solche grobe Fahrlässigkeit oder Mißwirtschaft oder andere Pflichtverletzungen anerkannt worden ist. Im Falle einer Schlichtung betrifft die Vergütung lediglich jene Angelegenheiten, in denen die Gesellschaft sich Rat geholt hat und feststellen kann, daß sie die Pflichtverletzungen nicht betreffen. Das Recht auf Vergütung schließt keine anderen Ansprüche seitens dieser Personen aus.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Buchhaltungsdaten der Gesellschaft die im Geschäftsbericht der Gesellschaft enthalten sind, werden durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt wird und dessen Vergütung aus dem Gesellschaftsvermögen zu entrichten ist.

Der Wirtschaftsprüfer wird alle Pflichten gemäss Gesetz von 2002 wahrnehmen.

Titel IV. Generalversammlungen, Rechnungsjahr, Ausschüttungen

Art. 22. Allgemeine Bestimmungen. Die Generalversammlung vertritt die Gesamtheit aller Aktionäre der Gesellschaft. Die Beschlüsse der Generalversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Aktionäre. Die Generalversammlung verfügt über umfassende Kompetenzen, um Handlungen und Rechtsgeschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 23. Generalversammlungen. Die Generalversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie muss auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Fünftel des Aktienkapitals halten, einberufen werden.

Die ordentliche Generalversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am 15. April in Luxemburg-Stadt um 11 Uhr 30, an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort, statt.

Sofern der erwähnte Tag kein Geschäftstag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Geschäftstag abgehalten.

Weitere, außerordentliche Generalversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, wie sie in der Einladung angegeben werden.

Die Aktionäre kommen auf Einberufung durch den Verwaltungsrat zusammen. Der Verwaltungsrat wird ein Einberufungsschreiben, welches die Tagesordnung enthält, wenigstens acht Tage vor der Versammlung jedem Aktionär, der Namensaktien hält, an seine im Aktienregister eingetragene Adresse zuschicken. Der Verwaltungsrat muss die Absendung dieser Schreiben an die Halter von Namensaktien der Generalversammlung nicht nachweisen. Der Verwaltungsrat bestimmt die Tagesordnung außer in den Fällen, wo die Versammlung auf schriftlichen Antrag von Aktionären einberufen wurde, in diesem Falle kann der Verwaltungsrat zusätzliche Punkte auf die Tagesordnung setzen.

Falls Inhaberaktien ausgegeben wurde, wird das Einberufungsschreiben zusätzlich, wie gesetzlich vorgesehen, im «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations» sowie in einer oder mehreren luxemburgischen Zeitungen und denjenigen anderen Zeitungen, die der Verwaltungsrat bestimmen kann, veröffentlicht.

Falls alle Aktien als Namensaktien bestehen und falls keine Veröffentlichungen gemacht wurden, können die Einberufungsschreiben nur durch Einschreibebrief verschickt werden.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und darin übereinstimmen, ordnungsgemäß geladen, sowie über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt zu sein, kann die Generalversammlung ohne weitere Benachrichtigung abgehalten werden.

Der Verwaltungsrat kann über sämtliche andere Voraussetzungen beschließen, die seitens der Aktionäre erfüllt sein müssen, um an den Generalversammlungen teilnehmen zu können.

Die auf einer Generalversammlung der Aktionäre behandelten Sachverhalte beschränken sich auf die Punkte der Tagesordnung (welche sämtliche gesetzlich erforderlichen Elemente enthält) und auf damit zusammenhängende Fragen.

Jede Aktie eines jeden Subfonds und Aktienklasse verfügt über eine Stimme, und dies ungeachtet ihres Nettovermögenswerts, der dem betreffende Subfonds und Aktienklasse entspricht, entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der gegenwärtigen Satzung. Nur ganze Aktien haben ein Stimmrecht. Ein Aktionär kann sich auf jeder Versammlung der Aktionäre durch einen schriftlich Bevollmächtigten, welcher nicht Aktionär sein muss, aber ein Verwaltungsratsmitglied sein kann, vertreten lassen.

Soweit nicht gesetzlich oder durch gegenwärtige Satzung anders bestimmt, werden die Beschlüsse der Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Die Aktionäre der für einen bestimmten Subfonds ausgegebenen Aktienklasse oder Aktienklassen können jederzeit Generalversammlungen zur Regelung von ausschließlich diesen Subfonds betreffenden Angelegenheiten abhalten.

Darüber hinaus können die Aktionäre einer Aktienklasse jederzeit Generalversammlungen zur Regelung von ausschließlich diese Aktienklasse betreffenden Angelegenheiten abhalten.

Die Bestimmungen dieses Artikels 23, Abschnitte 1, 2, 6, 7, 8, 9 und 10 gelten für diese Generalversammlungen entsprechend.

Soweit gesetzlich oder in dieser Satzung nicht anderweitig vorgeschrieben, werden Beschlüsse der Generalversammlung von Aktionären eines Subfonds oder einer Aktienklasse mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder ordnungsgemäß vertretenen Aktionäre gefasst.

Ein von der Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft gefasster Beschluss, der eine Auswirkung auf die Rechte der Aktionäre einer Klasse gegenüber den Rechten der Aktionäre einer oder mehrerer anderer Aktienklassen hat, unterliegt einem Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre dieser Klasse(n) gemäß Artikel 68 des Luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften mit seinen entsprechenden Ergänzungen.

Art. 24. Liquidation und Verschmelzung von Subfonds. Für den Fall, dass aus irgendeinem Grund der Nettovermögenswert eines Subfonds oder der Nettovermögenswert einer Aktienklasse innerhalb eines Subfonds unter den Betrag fällt oder den Betrag nicht erreicht, den der Verwaltungsrat als Minimum für einen wirtschaftlich sinnvollen Einsatz dieses Subfonds oder dieser Aktienklasse festgelegt hat, oder daß es zu einer erheblichen Veränderung der politischen, wirtschaftlichen oder finanziellen Situation kommt, oder als wirtschaftliche Rationalisierungsmaßnahme kann der Verwaltungsrat die zwangsweise Rücknahme aller Aktien der betreffenden Aktienklasse(n) beschließen, wobei die Rücknahme zum Nettovermögenswert pro Aktie erfolgt (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Veräußerungskurse der Anlagen und der Veräußerungskosten), berechnet an dem Bewertungsstichtag, zu dem dieser Beschluss wirksam ist abzüglich einer anteilmäßigen Zeichnungs-/ Rücknahmegebühr (oder im Falle von Barrückzahlungen einer Barrückzahlungsgebühr) sowie jeglicher Transfersteuern und Liquidationskosten. Die Gesellschaft macht den Akteininhabern der betreffenden Aktienklasse(n) vor dem Stichtag der Zwangsrücknahme eine Mitteilung darüber, in der Begründung und Verfahren der Rücknahme aufgeführt sind. Inhaber von Namensaktien erhalten eine schriftliche Mitteilung; Inhaber von Inhaberaktien werden durch öffentliche Bekanntgabe in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitungen informiert. Wenn nicht zur Wahrung der Interessen der Aktionäre oder zum Zwecke der Gleichbehandlung aller Aktionäre anders entschieden wird, können die Aktionäre des betreffenden Subfonds auch weiterhin verlangen, daß die Rücknahme oder Umwandlung ihrer Aktien vor dem Stichtag der Zwangsrücknahme gebührenfrei erfolgt (jedoch unter Berücksichtigung der tatsächlichen Veräußerungskurse der Anlagen und der Veräußerungskosten).

Unbeschadet der dem Verwaltungsrat durch den vorstehenden Absatz übertragenen Befugnisse kann die Generalversammlung der Aktionäre einer oder aller der in einem Subfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrats sämtliche in diesem Subfonds ausgegebenen Aktien der betreffenden Aktienklasse(n) zurücknehmen und den Aktionären den Nettovermögenswert ihrer Aktien (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Veräußerungskurse der Anlagen und der Veräußerungskosten) erstatten, berechnet an dem Bewertungszeit, zu der der betreffende Beschluss wirksam ist. Für diese Generalversammlung gibt es keine Anwesenheitsvorschriften, und die Beschlussfassung erfolgt mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen.

Vermögenswerte, die bei Durchführung der Rücknahme nicht den Empfangsberechtigten ausgehändigt werden können, verbleiben für die Dauer von neun Monaten nach Rücknahme bei der Depotbank; danach werden die Vermögenswerte bei der Caisse de Consignations zugunsten der Empfangsberechtigten verwahrt.

Sämtliche zurückgenommenen Aktien werden entwertet.

Unter denselben Voraussetzungen wie in Abschnitt 1 dieses Artikels kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Subfonds einem anderen Subfonds innerhalb der Gesellschaft oder einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen nach Teil I des Gesetzes von 2002 oder einem anderen Subfonds innerhalb solch eines Organismus für gemeinsame Anlagen (der «neue Subfonds» genannt) zuzuteilen und die Aktien der betreffenden Aktienklasse(n) in Aktien einer anderen Aktienklasse umzubenennen (nach erfolgter Aufteilung oder Konsolidierung, sofern erforderlich, und Auszahlung des einem anteiligen Anspruch entsprechenden Betrages an die Aktionäre). Die Veröffentlichung eines solchen Beschlusses erfolgt in derselben Weise wie im ersten Absatz dieses Artikels beschrieben (wobei die Veröffentlichung darüber hinaus Informationen zu dem neuen Subfonds enthält), und zwar einen Monat vor dem Zeitpunkt, zu dem die Zusammenlegung wirksam wird: dadurch haben die Aktionäre die Möglichkeit, innerhalb dieser Frist eine gebührenfreie Rücknahme oder Umwandlung ihrer Aktien zu beantragen.

Unbeschadet der dem Verwaltungsrat durch den vorstehenden Absatz übertragenen Befugnisse kann die Generalversammlung der Aktionäre der in dem betreffenden Subfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) eine Zusammenlegung von mehreren Subfonds innerhalb der Gesellschaft beschließen; für einen solchen Beschluss gibt es keine Anwesenheitsvorschriften, und die Beschlussfassung erfolgt mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen.

Die Einbringung von einem bestimmten Subfonds zuzurechnenden Vermögen und Verbindlichkeiten in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen (siehe Absatz 5 dieses Artikels) oder in einen anderen Subfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen bedarf der Beschlussfassung durch die Aktionäre der in dem betreffenden Subfonds ausgegebenen Aktienklasse(n); dabei ist ein Quorum von fünfzig Prozent (50%) der ausgegebenen Aktien vorgeschrieben, und der Beschluß muß mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der bei dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefaßt werden. Dies gilt jedoch nicht, wenn die Zusammenlegung mit einem in Luxemburg ansässigen Organismus für gemeinsame Anlagen des vertraglichen Typs («fonds commun de placement») oder einem im Ausland ansässigen Organismus für gemeinsame Anlagen durchgeführt werden soll; in diesem Fall binden Beschlüsse nur diejenigen Aktionäre, die für diese Zusammenlegung gestimmt haben.

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jedes Jahr am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Generalversammlung eines jeden Subfonds oder Aktienklasse wird, binnen der gesetzlich festgelegten Grenzen, bestimmen, wie über den Gewinn der Gesellschaft verfügt wird, und kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen beschließen, unter der Bedingung, dass das Aktienkapital der Gesellschaft nicht unter das gesetzliche Minimum fällt.

Unter den gesetzlich vorgesehenen Bedingungen kann der Verwaltungsrat die Ausschüttung von Zwischendividenden beschließen.

Die Zahlung der Dividenden erfolgt, im Falle von Namensaktien, an die im Aktienregister aufgeführte Adresse und im Falle von Inhaberaktien, auf Vorlage des betreffenden Aktienkupons bei dem oder den von der Gesellschaft angegebenen Vertretern.

Ausschüttungen können in der Währung, zu dem Zeitpunkt und an der Stelle, die vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt wurden, ausgezahlt werden.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, Aktiendividenden anstelle von Dividenden in bar auszuzahlen, unter den vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festgelegten Bedingungen.

Unter Bezugnahme auf den Täglichen Nettovermögenswert je Aktie kann ein Ertragsausgleichsbetrag berechnet werden, der den aufgelaufenen Nettoertrag (oder -verlust) zu dem Zeitpunkt repräsentiert, zu dem eine Zeichnung oder eine Rücknahme in Sachwerten erfolgt, so dass die Dividende, die den Nettoanlageertrag repräsentiert, dem jeweils aktuellen Nettoertragsanspruch entspricht.

Es werden keine Zinsen auf von der Gesellschaft beschlossenen und bei ihr zu Gunsten der Begünstigten hinterlegten Dividenden ausgezahlt.

Die Auszahlung von Dividenden an Besitzer von Inhaberaktien, und die Bekanntmachung des Ausschüttungsbeschlusses wird den betreffenden Aktionären in der vom Verwaltungsrat beschlossenen und den luxemburgischen Gesetz entsprechenden Art und Weise getätigt.

Beschlossene, aber nicht ausgezahlte Dividenden bezüglich einer Aktie können nicht mehr von dem Besitzer der betreffende Aktie angefordert werden, nach dem Ende einer Frist vom fünf Jahren, startend am Datum der Bekanntmachung der betreffenden Dividendenausschüttung, außer der Verwaltungsrat hat diese Frist für alle betroffenen Aktien verlängert oder darauf verzichtet, und werden sonst nach Ablauf der Frist der betreffenden Aktienklasse im betreffenden Subfonds zurückgeführt. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, zu gegebener Zeit alle nötigen Maßnahmen zu unternehmen beziehungsweise zu erlauben, um eine solche Zurückführung von nicht angeforderten Dividenden durchzuführen. Es werden keine Zinsen auf erklärte Ausschüttungen gezahlt, die noch nicht einkassiert wurden.

Titel V. Schlussbestimmungen

Art. 27. Depotbank. Im Rahmen der gesetzlichen Erfordernisse wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 betreffend den Finanzsektor (nachfolgend als «Depotbank» bezeichnet) abschließen.

Die Depotbank übernimmt die Verpflichtungen und die Verantwortlichkeiten entsprechend dem Gesetz von 2002.

Falls die Depotbank zurücktreten will, wird der Verwaltungsrat nach bestem Bestreben versuchen, innerhalb von zwei Monaten nach dem Inkrafttreten des Rücktritts der Depotbank eine andere Bank zu finden, um die Funktion der Depotbank zu übernehmen. Die Verwaltungsratsmitglieder haben die Befugnisse, die Funktion der Depotbank zu beenden, aber können der Depotbank nicht kündigen, außer falls und bis eine neue Depotbank ernannt wurde, um an deren Stelle diese Funktion anstelle der ausgeschiedenen Depotbank zu übernehmen.

Art. 28. Auflösung. Die Gesellschaft kann jederzeit durch die Generalversammlung aufgelöst werden, gemäss den Anwesenheits- und Mehrheitsvorschriften von Artikel 29 dieser Satzung.

Fällt das Nettogesamtvermögen unter zwei Drittel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages, so muss der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Gesellschaft der Generalversammlung zur Entscheidung vorlegen. Diese Generalversammlung, für die kein Quorum erforderlich ist, wird mit einfacher Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage nach der Auflösung der Gesellschaft muss außerdem vom Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt werden, wenn das Nettogesamtvermögen unter ein Viertel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages fällt; in diesem Fall entscheidet die Generalversammlung ohne Quorumserfordernisse und die Auflösung kann von einem Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien beschlossen werden.

Die Generalversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach dem Zeitpunkt stattfindet, zu dem das Abfallen des Nettogesamtvermögens unter den Stand von zwei Dritteln beziehungsweise einem Viertel des gesetzlichen Mindestbetrages festgestellt wurde.

Art. 29. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann durch die Generalversammlung abgeändert werden. Änderungen unterliegen den Anwesenheits- und Mehrheitserfordernissen gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich seiner Abänderungen. Jedoch können die Bestimmungen von Artikel 12 und 14 nur mit einer Mehrheit von fünfundsiebzig Prozent (75%) der Aktien, welche anwesend oder vertreten sind, abgeändert werden; das Quorum wird in diesem Falle das gesetzlich vorgesehene Quorum sein.

Art. 30. Erklärung. Begriffe, welche einen Bezug auf das männliche Geschlecht enthalten, beziehen sich auch auf das weibliche Geschlecht und Begriffe, welche einen Bezug auf Personen enthalten, beziehen sich auch auf Gesellschaften, Partnerschaften, Vereinigungen und jede andere organisiert Gruppe von Personen, ob mit oder ohne Rechtspersönlichkeit.

Art. 31. Anwendbares Recht. Ergänzend zu den in vorliegender Satzung getroffenen Regelungen gelten das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sowie das Gesetz von 2002 mit ihren jeweiligen Abänderungen.

Die Generalversammlung beschliesst, dass diese Änderungen ab dem 31. Dezember 2005 in Kraft treten.

Dieser Beschluss wurde einstimmig gefasst.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wurde die Generalversammlung um 11.30 Uhr aufgehoben.

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Personen die gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Fassung, verfasst wurde. Auf Anfrage derselben erschienenen Personen und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorherrschen.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Mitglieder des Versammlungsrates gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: J. Faucher, S. Boudjani, G. Fourez, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2005, vol. 26CS, fol. 99, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung auf stempelfreiem Papier, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. Januar 2006.

P. Frieders.

(007310.3/212/1924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

UBS ETF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R. C. Luxembourg B 83.626.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 17 janvier 2006.

P. Frieders.

(007311.3/212/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

LaSalle GERMAN RETAIL INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 60.075,-.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 109.085.

EXTRAIT

Suivant un contrat d'achat de parts sociales (Sale and Purchase Agreement) conclu le 21 septembre 2005, LaSalle GERMAN RETAIL FUND L.P., une société en commandite régie par les droits de l'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social à 33 Cavendish Square, Londres W1A 2NF, Royaume-Uni, a cédé l'ensemble de ses 800 parts sociales émises par la Société et ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) à LaSalle GERMAN RETAIL VENTURE L.P., une société en commandite régie par les droits de l'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social à 33 Cavendish Square, Londres W1A2NF, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 7 octobre 2005.

Pour LaSalle GERMAN RETAIL INVESTMENTS, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 octobre 2005, réf. LSO-BJ01245. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087906.3/267/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

CLOCHE D'OR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3327 Crauthem, Z.I. Im Bruch.

R. C. Luxembourg B 94.133.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 23 mai 2003, acte publié au Mémorial C n° 763 du 21 juillet 2003.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 30 septembre 2005, réf. LSO-BI06870, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2005.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CLOCHE D'OR S.A.

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

(087827.3/1261/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

GROSSFELD IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}.

R. C. Luxembourg B 85.508.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 26 novembre 2001, acte publié au Mémorial C n° 665 du 30 avril 2002.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2005, réf. LSO-BJ00062, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour extrait sincère et conforme

Pour GROSSFELD IMMOBILIERE S.A.

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

(087828.3/1261/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

WINCO TECHNOLOGIES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R. C. Luxembourg B 65.379.

Suite à un changement d'adresse, le commissaire CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., est désormais domicilié: 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Luxembourg, le 6 octobre 2005.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 2005, réf. LSO-BJ01093. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087829.3/727/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

AIRON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R. C. Luxembourg B 64.477.

EXTRAIT

Il résulte d'un conseil d'administration du 23 mars 2005 que:

- Monsieur Alain Lam, réviseur d'entreprises, né le 28 février 1969, demeurant à L-7531 Mersch, a été coopté administrateur en remplacement de Monsieur Marcello Quadri, démissionnaire. Il terminera le mandat de son prédécesseur. La prochaine assemblée générale des actionnaires ratifiera cette cooptation.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2005.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 2005, réf. LSO-BJ01091. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087832.3/727/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

10163

AXA LUXEMBOURG FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 27.225.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 1^{er} juin 2005

En date du 1^{er} juin 2005, le conseil d'administration a décidé:

- de coopter, en qualité d'Administrateur, Monsieur Geert Van de Walle en remplacement de Monsieur Jean-Claude Mertens démissionnaire en date 28 avril 2005;
- de nommer Monsieur Geert Van de Walle Président du Conseil d'Administration.

Luxembourg, le 6 juin 2005.

Pour extrait sincère et conforme

Signature / Signature

Président / Secrétaire

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2005, réf. LSO-BJ00602. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087833.3/984/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

RAMEAU S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 88.365.

EXTRAIT

L'assemblée générale extraordinaire, réunie en date du 26 septembre 2005 à 10.30 heures, a pris à l'unanimité la résolution unique suivante:

1. Suivant l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 28 juillet 2005 prenant acte de la démission de Monsieur Dario Colombo de ses fonctions d'administrateur, il est mis fin à la délégation qui lui était confiée quant à la gestion journalière de la société.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2005, réf. LSO-BI06571. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087837.2//16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

FUTURETECH S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1618 Luxembourg, 37, rue des Gaulois.
R. C. Luxembourg B 74.880.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue extraordinairement

le 26 septembre 2005 à 10.00 heures à Luxembourg

L'Assemblée renouvelle pour une période de six ans les mandats des Administrateurs et du Commissaire sortants, à savoir:

Au poste d'administrateurs:

Madame Marie-Paul Van Waelem;

Monsieur René Kinnen;

Maître James Junker.

Au poste de commissaire aux comptes: EWA REVISION S.A. (anc. SOCIETE DE REVISION CHARLES ENSCH «SRE» S.A.)

Leurs mandats se termineront à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2011.

L'Assemblée décide de renouveler le mandat de l'administrateur-délégué, Monsieur René Kinnen, pour une durée indéterminée.

Ces résolutions ont été adoptées à l'unanimité.

Pour extrait sincère et conforme

Signature / Signature

Un administrateur / Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2005, réf. LSO-BJ00235. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(088033.3/643/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

BELMILK S.A., Société Anonyme.**Capital: 31.000,- EUR.**Siège social: L-4170 Esch-sur-Alzette, 26-28, boulevard J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 82.963.*Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 10 juin 2004*

L'an deux mille quatre, le dix juin à 11 heures, les actionnaires se sont réunis en assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation du conseil d'administration.

La totalité des actions composant le capital social (100) est représentée et Monsieur Mohamed Omar en sa qualité d'administrateur, préside la séance. Il désigne comme secrétaire d'assemblée la FIDUCIAIRE CGS représentée par son gérant Monsieur Mahmoud Derguiani. L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Yassine Boumrah.

Conformément à l'article 67-1 de la loi du 7 septembre 1987 sur les sociétés commerciales, plus de la moitié du capital social est représenté, l'assemblée peut valablement délibérer à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents.

Le président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée, fixé par le conseil d'administration est le suivant:

- Démission de Madame Fériel Boumrah de sa fonction d'administrateur de la société.

- Nomination aux fonctions d'administrateur de Monsieur Khaled Bouaffad, demeurant au 105 lotissement Aïssad Idir Cheraga, 16000 Alger.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix la résolution figurant sur l'ordre du jour:

Première résolution

Sur proposition du conseil d'administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide d'accepter la démission de Madame Fériel Boumrah de sa fonction d'administrateur.

Cette résolution est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

Sur proposition du conseil d'administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide la nomination aux fonctions d'administrateur de Monsieur Khaled Bouaffad.

Cette résolution est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le Président lève la séance.

Le présent procès-verbal est composé de deux pages figurant dans le Registre d'Assemblées Générales. Après lecture, il est signé par les membres du bureau.

M.M. Omar / FIDUCIAIRE CGS / M.Y. Boumrah

Président / Secrétaire / Scrutateur

- / Signature / -

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2005, réf. LSO-BI05178. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087841.3/1549/37) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

GESTICOM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 295, rue de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 53.100.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2005, réf. LSO-BJ00236, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UNIVERSALIA (FIDUCIAIRE) S.A.

Signature

(087996.3/643/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

GESTICOM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 295, rue de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 53.100.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2005, réf. LSO-BJ00237, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UNIVERSALIA (FIDUCIAIRE) S.A.

Signature

(087999.3/643/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

10165

BETIC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8353 Garnich, 14, Rixegoard.
R. C. Luxembourg B 79.447.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 30 septembre 2005, réf. LSO-BI06785, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2005.

LUXCOMPTA, S.à r.l.

Signature

(087842.3/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

RESTAURANT CHINOIS SZECHWAN GARDEN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8365 Hagen, 16, rue Principale.
R. C. Luxembourg B 41.185.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 30 septembre 2005, réf. LSO-BI06789, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2005.

LUXCOMPTA, S.à r.l.

Signature

(087843.3/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

LIBRAIRIE-PAPETERIE KUTTEN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1267 Luxembourg, 15, rue Robert Bruch.
R. C. Luxembourg B 26.368.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 30 septembre 2005, réf. LSO-BI06770, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2005.

LUXCOMPTA, S.à r.l.

Signature

(087846.3/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

IMVO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 61.121.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 août 2005, les mandats des administrateurs:

EURO MANAGEMENT SERVICES S.A., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;

MONTEREY SERVICES S.A., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg;

UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,

ont été renouvelés et prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2011.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des administrateurs.

Le mandat du Commissaire aux comptes:

COMCOLUX S.A., 123, avenue du X Septembre, 2551 Luxembourg

a été renouvelé et prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} septembre 2005.

Pour IMVO S.A.

EURO MANAGEMENT SERVICES S.A.

Administrateur

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2005, réf. LSO-BI06642. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(088017.3/029/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

BOPPEL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1112 Luxembourg, 18, rue de l'Acierie.
R. C. Luxembourg B 48.568.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2005, réf. LSO-BI04463, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(087854.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

OPAVA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1112 Luxembourg, 18, rue de l'Acierie.
R. C. Luxembourg B 45.462.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2005, réf. LSO-BI04461, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(087856.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

CAN'T STOP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1112 Luxembourg, 18, rue de l'Acierie.
R. C. Luxembourg B 33.600.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2005, réf. LSO-BI04462, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(087859.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

SOKS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 83, rue de Hollerich.
R. C. Luxembourg B 89.490.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2005, réf. LSO-BI04460, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(087861.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

INTEREUROPEAN FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.
R. C. Luxembourg B 12.266.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue extraordinairement le 22 mars 2005 à 12.00 heures à Luxembourg

L'Assemblée renouvelle pour une période de six ans les mandats des Administrateurs et du Commissaire actuels, à savoir:

au poste d'administrateurs: Edgardo Eloy Diaz, Luis Alberto Laguna et Raul Zuniga Brid;

au poste de commissaire aux comptes: FIDIREVISA S.A.

Ils se termineront à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2011.

Ces résolutions ont été adoptées à l'unanimité.

Pour extrait sincère et conforme

Signature / Signature

Un administrateur / Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2005, réf. LSO-BJ00168. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087870.3/000/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

EQUITY TRUST CO. (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R. C. Luxembourg B 15.302.

Suite à la nomination de Mademoiselle Gwénaëlle Cousin en tant que fondé du pouvoir «B» en date du 1^{er} octobre 2005, les administrateurs de la Société confirment que:

1. Les fondés de pouvoir «A» de la Société nommés pour une durée indéterminée, sont les suivants:

- Monsieur Patrick Leonardus Cornelis Van Denzen, né le 28 février 1971 à Geleen aux Pays-Bas et demeurant professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- Monsieur Frank Verdier, né le 14 septembre 1970 à Saint-Maurice en France et demeurant professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- Monsieur André Gerard Theodorus Smits, né le 1^{er} septembre 1962 à Amsterdam aux Pays-Bas et demeurant professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- Mademoiselle Charlotte Lill Marie Hultman, née le 24 mars 1975 à Barnarp en Suède et demeurant professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. Les fondés de pouvoir «B» de la Société nommés pour une durée indéterminée, sont les suivants:

- Madame Lutgarde Françoise Denys, née le 29 décembre 1967 à Oostende en Belgique et demeurant professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- Mademoiselle Gwénaëlle Bernadette Andrée Dominique Cousin, née le 3 avril 1973 à Rennes en France et demeurant professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

3. Les Administrateurs de la Société confirment également que:

- La Société peut être représentée par la signature conjointe d'un fondé de pouvoir «A» avec un autre fondé de pouvoir ou un Administrateur;
- La Société peut être représentée par la signature conjointe d'un fondé de pouvoir «B» avec un fondé de pouvoir «A» ou un Administrateur;
- Pour la signature des actes notariés relatifs à la constitution des sociétés luxembourgeoises, la Société est engagée en tant que fondateur par chaque Administrateur ou par chaque fondé de pouvoir «A» individuellement.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EQUITY TRUST CO. (LUXEMBOURG) S.A.

F. Welman / M. Dijkerman

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 2005, réf. LSO-BJ00873. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087863.2//35) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

EGLI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3543 Dudelange, 120, rue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 95.375.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 28 septembre 2005, réf. LSO-BI06174, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Signature.

(087865.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

LOTUS ONE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 109.911.

Extrait d'actes de cession sous seings privés des parts sociales

En vertu d'un acte sous seings privés signé le 8 septembre 2005, LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A. «INTERCONSULT», établie au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg, a cédé les parts qu'elle détient dans la société LOTUS ONE, S.à r.l., société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg à M. Binmahfouz Saleh Salem, Administrateur de société avec adresse professionnelle P.O. Box 4384, Jeddah 21491, Saudi Arabia.

Pour extrait conforme

LOTUS ONE, S.à r.l.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2005, réf. LSO-BJ00809. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087892.3/536/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

INTERNATIONAL PYRAMIDE HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 46.448.

Suite à la nomination de Mademoiselle Gwénaëlle Cousin en tant que fondé du pouvoir «B» en date du 1^{er} octobre 2005, les administrateurs de la Société confirment que:

1. Les fondés de pouvoir «A» de la Société nommés pour une durée indéterminée, sont les suivants:

- Monsieur Patrick Leonardus Cornelis Van Denzen, né le 28 février 1971 à Geleen aux Pays-Bas et demeurant professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- Monsieur Frank Verdier, né le 14 septembre 1970 à Saint-Maurice en France et demeurant professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- Monsieur André Gerard Theodorus Smits, né le 1^{er} septembre 1962 à Amsterdam aux Pays-Bas et demeurant professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- Mademoiselle Charlotte Lill Marie Hultman, née le 24 mars 1975 à Barnarp en Suède et demeurant professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. Les fondés de pouvoir «B» de la Société nommés pour une durée indéterminée, sont les suivants:

- Madame Lutgarde Françoise Denys, née le 29 décembre 1967 à Oostende en Belgique et demeurant professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- Mademoiselle Gwénaëlle Bernadette Andrée Dominique Cousin, née le 3 avril 1973 à Rennes en France et demeurant professionnellement à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

3. Les Administrateurs de la Société confirment également que:

- La Société peut être représentée par la signature conjointe d'un fondé de pouvoir «A» avec un autre fondé de pouvoir ou un Administrateur;
- La Société peut être représentée par la signature conjointe d'un fondé de pouvoir «B» avec un fondé de pouvoir «A» ou un Administrateur;
- Pour la signature des actes notariés relatifs à la constitution des sociétés luxembourgeoises, la Société est engagée en tant que fondateur par chaque Administrateur ou par chaque fondé de pouvoir «A» individuellement.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INTERNATIONAL PYRAMIDE HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A.

F. Welman / M. Dijkerman

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 2005, réf. LSO-BJ00874. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087864.2//35) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

RS IMMO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3543 Dudelange, 120, rue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 46.143.

Le bilan au 18 mars 2005, enregistré à Luxembourg, le 28 septembre 2005, réf. LSO-BI06187, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Signature.

(087866.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

MAUNA INTERNATIONAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 98.587.

Suite à une décision de l'Associé Unique prise en date du 15 juillet 2005, le siège social de la société a été transféré du 27, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2005.

Pour MAUNA INTERNATIONAL, S.à r.l.

UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l.

Gérant

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 2005, réf. LSO-BI06620. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(088009.3/029/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

RUETLI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3543 Dudelange, 120, rue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 85.672.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 28 septembre 2005, réf. LSO-BI06181, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Signature.

(087867.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

BUSINESS DISPATCHING SERVICE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R. C. Luxembourg B 36.160.

La soussignée FIRELUX S.A. dénonce avec effet immédiat le siège social de la société dénommée BUSINESS DISPATCHING SERVICE, S.à r.l. en ses bureaux, 7, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg.

Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour copie conforme

FIRELUX S.A.

Y. Wallers / D. Reding

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2005, réf. LSO-BJ00171. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087868.2//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

PROUVE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 97.317.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 septembre 2004, que l'Assemblée a pris, entre autres, les résolutions suivantes:

Sixième résolution

L'Assemblée prend acte et ratifie la cooptation de Monsieur Eric Giacometti, en qualité d'Administrateur de la société, en remplacement de Monsieur Mirko La Rocca, cooptation décidée par le Conseil d'Administration en date du 25 juin 2004.

L'Assemblée nomme définitivement Monsieur Eric Giacometti en qualité d'Administrateur de la société. Le mandat ainsi conféré, à l'instar du mandat des deux autres Administrateurs, expire à l'Assemblée Générale de ce jour.

Septième résolution

L'Assemblée prend acte que le mandat des Administrateurs et du Commissaire sont venus à échéance en date du 4 avril 2005 et qu'en l'absence de renouvellement des mandats et/ou de nouvelles nominations, les Administrateurs et le Commissaire ont poursuivi leur mandat jusqu'à ce jour.

L'Assemblée décide de nommer pour un terme de 1 (un) an, les administrateurs suivants:

- Monsieur Sergio Vandi, employé privé, L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté, Administrateur et Président du Conseil d'Administration;
- Monsieur Jean-Philippe Fiorucci, employé privé, L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté, Administrateur;
- Monsieur Eric Giacometti, employé privé, L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté, Administrateur.

Le mandat des Administrateurs prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2005.

L'Assemblée décide de nommer pour un terme de 1 (un) an, Monsieur Vincent Thill, employé privé, 12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en qualité de Commissaire.

Le mandat du Commissaire prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 octobre 2005.

PROUVE S.A.

J.-Ph. Fiorucci / E. Giacometti

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2005, réf. LSO-BJ00578. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087883.3/043/38) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

INTEREUROPEAN FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 36, route de Longwy.
R. C. Luxembourg B 12.266.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2005, réf. LSO-BJ00169, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIRELUX S.A.

Signature

(087869.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Share capital: EUR 12,500.-.

Registered office: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 103.927.

In the year two thousand and five, on the twenty-ninth of September.

Before Maître Camille Mines, notary residing in Capellen, acting in replacement of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, momentarily absent, the latter remaining depositary of the present deed.

There appeared:

- CBC INTERNATIONAL REAL ESTATE LP, LLC, a company incorporated under the laws of the State of Delaware, U.S.A. and having its registered office at c/o Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington DE 19801, and its principal place of business at 850 Third Avenue, 12th Floor, New York, NY 10022, U.S.A.,

here represented by Mr Frank Stolz-Page, private employee, residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy, given in New York (USA), on 29th September 2005,
and

- CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE GP, LLC, a company duly incorporated and existing under the laws of Delaware, having its registered office at 731 Lexington Avenue, 22nd Floor, New York, NY 10022,
here represented by Mr Frank Stolz-Page, private employee, residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy, given in New York (USA), on 29th September 2005.

Said proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated above, are the sole members of CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE HOLDINGS, S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 103.927, incorporated by deed of notary Henri Hellinckx, dated 3rd November 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 41 of 14 January 2005. The articles of association of the Company have been last amended on 27th July 2005 pursuant to a deed of the same notary, not yet published (hereafter the «Company»).

The agenda of the meeting shall be as follows:

Agenda:

1. Conversion of the actual one hundred and twenty-five (125) share quotas of one hundred Euro (EUR 100.-) each into eighty-three (83) Class A shares, eighty-three (83) Class B shares, eighty-three (83) Class C shares, eighty-three (83) Class D shares, eighty-four (84) Class E shares and eighty-four (84) Class F shares, having a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

2. Subsequent amendment of Article 6 of the articles of association.

3. Amendment of Article 17 of the articles of association regarding the distribution of profits.

4. Miscellaneous.

II. - That the members have taken the following resolutions:

First resolution

The members resolved to convert the actual one hundred and twenty-five (125) share quotas of one hundred Euro (EUR 100.-) each into eighty-three (83) Class A shares, eighty-three (83) Class B shares, eighty-three (83) Class C shares, eighty-three (83) Class D shares, eighty-four (84) Class E shares and eighty-four (84) Class F shares, having a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

1) Eighty two (82) Class A shares, eighty-two (82) Class B shares, eighty-two (82) Class C shares, eighty-two (82) Class D shares, eighty-four (84) Class E shares and eighty-four (84) Class F shares have been subscribed by CBC INTERNATIONAL REAL ESTATE LP, LLC, a company incorporated under the laws of the State of Delaware, U.S.A. and having its registered office at c/o Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington DE 19801, and its principal place of business at 850 Third Avenue, 12th Floor, New York, NY 10022, U.S.A., aforementioned; and

2) One (1) Class A shares, one (1) Class B shares, one (1) Class C shares and one (1) Class D shares have been subscribed by CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE GP, LLC, a company duly incorporated and existing under the laws of Delaware, having its registered office at 731 Lexington Avenue, 22nd Floor, New York, NY 10022, U.S.A., aforementioned.

Second resolution

As a consequence of the previous resolution, the members resolved to amend the Article 6 of the articles of association of the Company in order to give it the following wording:

«**Art. 6.** The capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), divided into eighty-three (83) Class A shares, eighty-three (83) Class B shares, eighty-three (83) Class C shares, eighty-three (83) Class D shares, eighty-four (84) Class E shares and eighty-four (84) Class F shares, having a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.»

Third resolution

The members resolved to amend the Article 17 of the articles of association of the Company in order to give it the following wording:

«**Art. 17.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until the reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The Shares to be issued pursuant to article 6 hereof may, as the manager(s) shall determine, be of different Classes. The proceeds relating to the issue of each Class of Shares shall be invested pursuant to the investment policy determined by the manager(s) for the Investment established in respect of the relevant Class or Classes of Shares.

The manager(s) shall identify the relevant portfolio of assets constituting an investment (each an «Investment») to which each Class of Shares relates. As between partners, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Class of Shares. The Company shall be considered as one single legal entity.

The Company shall create six (6) Investment portfolios, one for each class of shares (in accordance with the law and normal accounting practice), each corresponding Investment shall be distinguished with the same reference than the corresponding shares. Each Investment portfolio will be managed for the exclusive benefit of the corresponding class of shares as follows:

Investment portfolio A will be managed for the exclusive benefit of the owners of Class A Shares and will consist in investments in CPI DARLINGTON LTD. with registered office at First Floor Offices, Le Masurier House, La Rue Le Masurier, St Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 4YE.

Investment portfolio B will be managed for the exclusive benefit of the owners of Class B Shares and will consist in investments in CPI SHEPSHED LTD., having its registered office at First Floor Offices, Le Masurier House, La Rue Le Masurier, St Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 4YE.

Investment portfolio C will be managed for the exclusive benefit of the owners of Class C Shares and will consist in investments in CPI MILTON KEYNES LTD., having its registered office at First Floor Offices, Le Masurier House, La Rue Le Masurier, St Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 4YE.

Investment portfolio D will be managed for the exclusive benefit of the owners of Class D Shares and will consist in investments in CPI POMEZIA, S.r.l, having its registered office at Milan, Via Monte Napoleone 21, Italy.

Investment portfolio E will be managed for the exclusive benefit of the owners of Class E Shares and will consist in investments in LEUNA, GmbH, having its registered office at Frankfurt am Main, Germany.

Investment portfolio F will be managed for the exclusive benefit of the owners of Class F Shares and will consist in investments in CPI NANTERRE, E.u.r.l., having its registered office at 2, rue Defrenoy, 75116 Paris, France.

Investment portfolio Ordinary will be manager for the exclusive benefit of the owners of Ordinary Shares and will consist in all other investments.

The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.»

There being no further business the meeting is closed.

Whereof the present deed is drawn up in Capellen, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, said proxyholder signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-neuf septembre.

Par-devant Maître Camille Mines, notaire de résidence à Capellen, agissant en remplacement de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absent, le dernier nommé restant dépositaire du présent acte.

Ont comparu:

- CBC INTERNATIONAL REAL ESTATE LP, LLC, une société constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis, dont le siège social se trouve à c/o Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington DE 19801, et dont le principal siège d'affaire est situé au 850 Third Avenue, 12th Floor, New York, NY 10022, Etats-Unis,

ici représentée par M. Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à New York (Etats-Unis d'Amérique), le 29 septembre 2005.

et

CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE GP, LLC, une société constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis, dont le siège social se trouve au 731 Lexington Avenue, 22nd Floor, New York, NY 10022, ici représentée par M. Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à New York (Etats-Unis d'Amérique), le 29 septembre 2005, Lesdites procurations, signées ne varietur par le mandataire des comparantes et par le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquel comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, sont les uniques associés de CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE HOLDINGS, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 103.927, constituée en date du 3 novembre 2004 suivant acte reçu par le notaire Henri Hellinckx, publié au numéro 41 du 14 janvier 2005 du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte reçu en date du 27 juillet 2005 par le même notaire, en cours de publication (ci après la «Société»).

L'ordre du jour de l'assemblée se compose comme suit:

Ordre du jour:

1. Conversion des actuelles cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euros (EUR 100,-) chacune en quatre-vingt-trois (83) parts sociales de Catégorie A, quatre-vingt-trois (83) parts sociales de Catégorie B, quatre-vingt-trois (83) parts sociales de Catégorie C, quatre-vingt-trois (83) parts sociales de Catégorie D, quatre-vingt-quatre (84) parts sociales de Catégorie E et quatre-vingt-quatre (84) parts sociales de Catégorie F, ayant une valeur nominale de vingt-cinq (25) euros chacune.

2. Modification subséquente de l'Article 6 des statuts de la Société.

3. Modification de l'Article 17 des statuts de la Société relatif à la distribution des bénéfices.

4. Divers.

II. - Que les associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés ont décidé de convertir les actuelles cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euros (EUR 100,-) chacune en quatre-vingt-trois (83) parts sociales de Catégorie A, quatre-vingt-trois (83) parts sociales de Catégorie B, quatre-vingt-trois (83) parts sociales de Catégorie C, quatre-vingt-trois (83) parts sociales de Catégorie D, quatre-vingt-quatre (84) parts sociales de Catégorie E et quatre-vingt-quatre (84) parts sociales de Catégorie F, ayant une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.

1) Quatre-vingt-deux (82) parts sociales de Catégorie A, quatre-vingt-deux (82) parts sociales de Catégorie B, quatre-vingt-deux (82) parts sociales de Catégorie C, quatre-vingt-deux (82) parts sociales de Catégorie D, quatre-vingt-quatre (84) parts sociales de Catégorie E et quatre-vingt-quatre (84) parts sociales de Catégorie F ont été souscrites par CBC INTERNATIONAL REAL ESTATE LP, LLC, une société constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis, dont le siège social se trouve à c/o Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington DE 19801, et dont le principal siège d'affaire est situé au 850 Third Avenue, 12th Floor, New York, NY 10022, Etats-Unis, précitée; et

2) Une (1) part sociale de Catégorie A, une (1) part sociale de catégorie B, une (1) part sociale de catégorie C et une (1) part sociale de catégorie D nt été souscrites par CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE GP, LLC, une société constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis, dont le siège social se trouve au 731 Lexington Avenue, 22nd Floor, New York, NY 10022.

Seconde résolution

Suite à la précédente résolution, les associés ont décidé de modifier le premier paragraphe de l'Article 6 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par quatre-vingt-trois (83) parts sociales de Catégorie A, quatre-vingt-trois (83) parts sociales de Catégorie B, quatre-vingt-trois (83) parts sociales de Catégorie C, quatre-vingt-trois (83) parts sociales de Catégorie D, quatre-vingt-quatre (84) parts sociales de Catégorie E et quatre-vingt-quatre (84) parts sociales de Catégorie F, ayant une valeur nominale de vingt-cinq (25) euros chacune.»

Troisième résolution

Les associés ont décidé de modifier l'Article 17 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 17.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Les Parts Sociales émises conformément au présent article 6. pourront, tel que le conseil de gérance le déterminera, être de Catégories différentes. Le produit de l'émission de chaque Catégorie de Parts Sociales sera investi conformément à la politique d'investissement déterminée par le conseil de gérance pour l'Investissement établi en fonction des Catégories ou classes de Parts Sociales.

Le conseil de gérance identifiera le portefeuille relevant des actifs constituant un investissement (un «Investissement») et ensemble «les Investissements») auquel chaque Catégorie de Parts Sociales se rapporte. Comme entre associés, chaque portefeuille d'actifs sera investi au profit exclusif de la Catégorie de Parts Sociales concernée. La Société sera considérée comme une entité juridique unique.

La société crée Six (6) Portefeuilles, un pour chaque catégorie de parts sociales (en accord avec la Loi et les pratiques comptables), chaque Portefeuille sera désigné par la même référence que les parts sociales correspondantes. Chaque Portefeuille sera géré pour les besoins exclusifs de la classe de parts sociales qui correspond comme suit:

Le Portefeuille A sera géré pour les besoins exclusifs des associés détenant les Parts Sociales de Catégorie A et comprend les investissements réalisés dans la société CPI DARLINGTON LTD., ayant son siège social au First Floor Offices, Le Masurier House, La Rue Le Masurier, St Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 4YE.

Le Portefeuille B sera géré pour les besoins exclusifs des associés détenant les Parts Sociales de Catégorie B et comprend les investissements réalisés dans la société CPI SHEPSHED LTD., ayant son siège social au First Floor Offices, Le Masurier House, La Rue Le Masurier, St Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 4YE.

Le Portefeuille C sera géré pour les besoins exclusifs des associés détenant les Parts Sociales de Catégorie C et comprend les investissements réalisés dans la société CPI MILTON KEYNES LTD., ayant son siège social au First Floor Offices, Le Masurier House, La Rue Le Masurier, St Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 4YE.

Le Portefeuille D sera géré pour les besoins exclusifs des associés détenant les Parts Sociales de Catégorie D et comprend les investissements réalisés dans la société CPI POMEZIA S.r.l., ayant son siège social à Milan, Via Monte Napoleone 21, Italie.

Le Portefeuille E sera géré pour les besoins exclusifs des associés détenant les Parts Sociales de Catégorie E et comprend les investissements réalisés dans la société LEUNA, GmbH, ayant son siège social à Frankfurt am Main, Allemagne.

Le Portefeuille F sera géré pour les besoins exclusifs des associés détenant les Parts Sociales de Catégorie F et comprend les investissements réalisés dans la société CPI NANTERRE, E.u.r.l., ayant son siège social au 2, rue Defrenoy, 75116 Paris, France.

Le Portefeuille Ordinaire sera géré pour les besoins exclusifs des associés détenant les Parts Sociales Ordinaires et comprend tous les autres investissements.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Capellen, à la date figurant en tête du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du mandataire des comparantes que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, que le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, C. Mines.

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 2005, vol. 25CS, fol. 82, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2005.

A. Schwachtgen.

(093433.3/230/215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2005.

CPI CAPITAL PARTNERS EUROPE HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 103.927.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 1582 du 29 septembre 2005, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(093434.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2005.

HELLENIC FINANCE (N°3) S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 76.882.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2005, réf. LSO-BJ00740, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour HELLENIC FINANCE (N°3) S.C.A.

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.

Signature

(087928.3/536/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

VELSHEDA FINANCE S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 111.314.

—
STATUTS

L'an deux mille cinq, le dix-sept octobre.

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

Ont comparu:

1. INTERNATIONAL BUSINESS SERVICES INC., ayant son siège social à Panama-City (République de Panama), représentée par Monsieur Didier Kirsch, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

en vertu d'une procuration générale, déposée au rang des minutes du notaire Robert Schuman, de résidence à Diferdange, suivant acte du 3 février 1998, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 février 1998, volume 833, folio 9, case 4;

2. GLOBAL SERVICES OVERSEAS INC., ayant son siège social à Panama-City, représentée par Mademoiselle Jeanne Piek, employée privée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

en vertu d'une procuration générale, déposée au rang des minutes du notaire Robert Schuman, de résidence à Diferdange, suivant acte du 3 février 1998, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 février 1998, volume 833, folio 9, case 3.

Lesquelles comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de VELSHEDA FINANCE S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles à l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), divisé en trois cent dix (310) actions de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La société se trouve engagée, à l'égard des tiers, soit par la signature individuelle du président du conseil d'administration, soit par la signature collective de deux administrateurs.

Art. 6. Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, étant ad-

mis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Pour la première fois, le président du conseil d'administration peut être nommé par l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui-même pour finir le trente et un décembre deux mille cinq.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier jeudi du mois de mai de chaque année à 9.30 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 12. La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparantes préqualifiées déclarent souscrire les actions comme suit:

1. INTERNATIONAL BUSINESS SERVICES INC., prénommée, trois cent neuf actions	309
2. GLOBAL SERVICES OVERSEAS INC., prénommée, une action	1
Total: trois cent dix actions.	310

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que le montant intégral du capital social se trouve à la disposition de la société, la preuve en ayant été rapportée au notaire qui le constate.

Constatation

Le notaire soussigné a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quatre mille euros (EUR 4.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Claude Faber, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt;

b) Monsieur Didier Kirsch, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt;

c) Monsieur Farid Bentebbal, employé privé, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

Les mandats des administrateurs prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille dix.

2. Le nombre des commissaires est fixé à un.

Est nommé commissaire aux comptes:

REVILUX S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille dix.

3. Est nommé président du conseil d'administration:

Monsieur Claude Faber, prénommé.

4. Le siège social est établi à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux représentants des comparantes, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. Kirsch, J. Piek, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 18 octobre 2005, vol. 25CS, fol. 95, case 4. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2005.

E. Schlessler.

(093309.3/227/139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2005.

SILTAL FIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 38.539.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle qui s'est tenue à Luxembourg en date du 27 juillet 2005, que l'Assemblée a pris, entre autres, la résolution suivante:

Quatrième résolution

L'Assemblée prend acte que les mandats des Administrateurs et du Commissaire sont venus à échéance en date du mercredi 25 mai 2005 et qu'en l'absence de renouvellement des mandats et/ou de nouvelles nominations, les Administrateurs et le Commissaire ont poursuivi leur mandat jusqu'à la date de ce jour. L'Assemblée décide de nommer pour un terme d'un an, les Administrateurs suivants:

- Monsieur Sergio Vandi, employé privé, 12, avenue de la Liberté à L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), Administrateur et Président du Conseil d'Administration;

- Monsieur Jean-Philippe Fiorucci, employé privé, 12, avenue de la Liberté à L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), Administrateur;

- Monsieur Eric Giacometti, employé privé, 12, avenue de la Liberté à L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), Administrateur.

Le mandat des Administrateurs prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2005.

L'Assemblée décide de nommer pour un terme d'un an, la société GRANT THORNTON REVISION ET CONSEILS S.A., 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg en qualité de Commissaire.

Le mandat du Commissaire prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 octobre 2005.

Pour le Conseil d'Administration

S. Vandi / J.-Ph. Fiorucci

Président / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2005, réf. LSO-BJ00582. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087882.3/043/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.